

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

28 JUIN 2000

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
PAR M. MORAEL

La commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 1^{er} et 22 mars et des 20 et 28 juin 2000.

1. EXPOSÉINTRODUCTIFDEL'AUTEURPRINCIPAL DE LA PROPOSITION DE LOI

La proposition de loi n'a pas pour seul but le crédit à la consommation, mais, de façon générale, l'endettement dans ce pays, qui a fait l'objet d'une publica-

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs: MM. De Grauwe, président; Caluwé, Mme Kestelijn-Sierens, MM. Maertens, Moens, Ramoudt, Santkin, Siquet, Mme Willame-Boonen et M. Morael, rapporteur.

2. Membres suppléants: MM. Barbeaux, Dubié, Istasse et Mme Vanlerberghe.

3. Autres sénateurs: Mme Lindekens et M. Monfils.

Voir:

Documents du Sénat:

2-223 - 1999/2000:

Nº 1: Proposition de loi de M. Santkin et consorts.

Nº 2: Amendements.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1999-2000

28 JUNI 2000

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR DE
ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR DE HEER MORAEL

De commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 1 en 22 maart en 20 en 28 juni 2000.

1. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE HOOFDINDIENER VAN HET WETSVOORSTEL

Het wetsvoorstel gaat niet alleen over het consumentenkrediet maar ook, op algemener vlak, over de schuldenlast in het land. Daar heeft het Waarne-

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren De Grauwe, voorzitter; Caluwé, mevrouw Kestelijn-Sierens, de heren Maertens, Moens, Ramoudt, Santkin, Siquet, mevrouw Willame-Boonen en de heer Morael, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Barbeaux, Dubié, Istasse en mevrouw Vanlerberghe.

3. Andere senatoren: mevrouw Lindekens en de heer Monfils.

Zie :

Stukken van de Senaat:

2-223 - 1999/2000:

Nr. 1: Wetsvoorstel van de heer Santkin c.s.

Nr. 2: Amendementen.

tion de l'Observatoire du crédit, compétent en la matière. L'auteur insiste sur les enseignements qui ressortent des conclusions de l'observatoire. Il s'avère qu'en matière de surendettement, la situation en Belgique ne s'améliore pas, bien au contraire, en particulier dans le secteur du crédit à la consommation et, par ailleurs, dans le secteur des soins de santé.

Une proposition de loi analogue a déjà été longuement discutée lors de la législature précédente (voir doc. Sénat, n°s 1-540/1 à 7). L'avis du Conseil d'État a été demandé ainsi que celui du Conseil de la consommation. Le secteur du crédit a fait des observations accompagnées de propositions d'amendements. De plus, la commission a obtenu un certain nombre d'avis exprimés par le cabinet et le département des Affaires économiques de l'époque qui avaient déposé un certain nombre d'amendements. La proposition de loi n° 2-223/1, telle que déposée le 9 décembre 1999, n'est plus la proposition de départ. L'auteur a essayé d'intégrer dans les nouveaux textes un grand nombre d'avis exprimés et d'amendements proposés pendant la précédente législature.

Le but de la proposition n'est pas de légiférer contre le crédit à la consommation, mais d'essayer, de la façon la plus optimale possible, de trouver un juste équilibre entre les deux parties concernées.

Sans vouloir remettre en cause la loi du 12 juin 1991 sur le fond, l'auteur estime que cette loi n'a pas mesuré suffisamment les conséquences financières de la dénonciation d'un crédit. Par conséquences financières, il faut entendre ce qui est exigé de la part de l'emprunteur lorsque son crédit est dénoncé. Elles ne sont pas suffisamment claires dans la législation pour ceux qui portent l'affaire devant les tribunaux, ce qui n'est par ailleurs pas dans les coutumes de la plupart des gens concernés. Pour ceux qui, jusqu'à présent, l'ont fait, l'on a pu constater aussi qu'il y avait, en fonction des juridictions concernées, des différences assez importantes sur base de dossiers qui, par ailleurs, objectivement parlant, étaient comparables. Ce phénomène n'est pas de nature à instaurer un climat de sérénité et de confiance dans l'opinion publique.

Un des objectifs principaux de la proposition est de clarifier certaines notions essentielles comme le capital restant dû, l'intérêt de retard, etc. Actuellement, des interprétations divergentes prévalent, qui peuvent entraîner de lourdes conséquences pour les juges chargés de faire respecter ces différentes notions.

Les définitions plus précises que contient la proposition de loi sont le résultat des échanges de vue en la matière.

Pour répondre à l'objectif principal, notamment celui de rééquilibrer les droits et obligations de

mingscentrum voor krediet en schuld, dat voor dit soort onderwerpen bevoegd is, een publicatie over laten verschijnen. De indiener benadrukt de conclusies van het Waarnemingscentrum, waaruit blijkt dat de situatie inzake de overmatige schuldenlast in België niet verbeterd, integendeel. Dit geldt in het bijzonder voor de sector van het consumentenkrediet en ook voor de sector van de gezondheidszorg.

Tijdens de vorige zittingsperiode is een vergelijkbaar wetsvoorstel reeds uitgebreid besproken (zie Stuk Senaat, nrs. 1-540/1 tot 7). Er is een advies gevraagd aan de Raad van State en aan de Raad voor het verbruik. De kredietsector heeft opmerkingen gemaakt en amendementen voorgesteld. Bovendien heeft de commissie een aantal adviezen verzameld afkomstig van het toenmalige kabinet en het departement voor Economische Zaken, die een aantal amendementen hadden ingediend. Het wetsvoorstel nr. 2-223/1, zoals het is ingediend op 9 december 1999, is niet meer hetzelfde als destijds. De indiener heeft getracht in de nieuwe tekst een groot aantal van de tijdens de vorige zittingsperiode uitgebrachte adviezen te verwerken.

De bedoeling van het voorstel is niet om wetten op te stellen tegen het consumentenkrediet, maar om op de best mogelijke manier een evenwicht te vinden tussen de twee betrokken partijen.

Zonder aan de kerngedachte van de wet van 12 juni 1991 te willen raken, vindt de indiener dat deze wet niet genoeg rekening houdt met de financiële gevolgen van de opzegging van een krediet. Met «financiële gevolgen» worden de sommen bedoeld die van de kredietnemer terugvervorderd worden wanneer zijn krediet wordt opgezegd. Deze gevolgen staan niet duidelijk genoeg beschreven in de wet voor degenen die de zaak voor de rechter willen brengen, wat de meeste betrokkenen overigens niet doen. Zij die het tot nog toe wel hebben gedaan, hebben trouwens ook vastgesteld dat er, naar gelang van het rechtsgebied, verschillend wordt geoordeeld over zaken die in de grond vergelijkbaar zijn. Dit verschijnsel draagt niet bij tot een sereen en vertrouwenwekkend klimaat bij de publieke opinie.

Een van de belangrijkste doelstellingen van het wetsvoorstel is om bepaalde basisconcepten, zoals het verschuldigd blijvende kapitaal, de nalatigheidstreest, enz. te verduidelijken. Voor het ogenblik worden deze begrippen op verschillende manieren geïnterpreteerd, wat grote gevolgen kan hebben voor de rechters die ervoor moeten zorgen dat de wetsbevolgingen worden nageleefd.

De preciezere definities die in het wetsvoorstel gegeven worden, komen voort uit de gedachtewisselingen over het onderwerp.

Om de hoofddoelstelling te bereiken en het evenwicht tussen de kredietnemer en de kredietgever te

l'emprunteur et du prêteur, une mise au point est surtout proposée quant à la notion de ce qui est incontestablement dû. Celui qui n'a pas pu faire face à ses obligations ne doit pas être libéré de ses dettes, mais a le droit d'être clairement informé sur ce qui va lui être réclamé. Ce dernier aspect ne peut pas être laissé à l'appréciation des parties pour l'essentiel. D'où la proposition faite de la remise d'un tableau d'amortissement qui existe de toute façon au niveau des institutions normalement organisées. Il paraît utile, dans la plupart des situations, que l'emprunteur soit mis en possession de ce type de document lui montrant quelle est sa situation mise à jour. Lorsqu'il est en retard de paiement, l'emprunteur a parfois la désagréable impression que ce qu'il paie sert uniquement à payer les intérêts, voire des intérêts sur les intérêts.

Enfin, l'auteur insiste pour une décision la plus rapide possible sur la proposition de loi. Chaque mois qui passe est un mois de trop pour les plus faibles dans notre société. Ce texte a déjà été longuement examiné et débattu; il est temps de prendre une décision.

2. DISCUSSION GÉNÉRALE

Plusieurs membres déclarent qu'ils peuvent se rallier à l'objectif de la proposition de loi à l'examen, à savoir la protection du consommateur.

Un commissaire a quelques doutes et se demande notamment si l'accès encore plus facile du consommateur au crédit ne l'incitera pas davantage à prendre un crédit. Les statistiques montrent en effet qu'il existe dès maintenant un important arriéré en ce qui concerne le remboursement des crédits aux institutions financières.

Un membre rappelle que cette réflexion a déjà été formulée sous la législature précédente. Les raisons pour lesquelles l'on arrive dans une situation de surendettement sont multiples. Toutefois, il y a une responsabilité très importante de la part des prêteurs aussi. D'ailleurs, certains articles de presse ont mis le doigt sur le fait qu'il y a une surenchère négative au niveau de ceux qui font offre de crédit. Finalement, celui qui demande le moins d'explications l'emporte. Il y a une responsabilité vraiment déterminante de la part de ceux qui octroient les crédits. Cela ne signifie pas pour autant que la responsabilité individuelle doit être considérée comme inexistante. Il faudrait faire plus pour attirer l'attention des consommateurs sur un certain nombre de dangers. Ceux qui devraient le faire par priorité sont ceux qui ne prennent pas suffisamment de garanties.

Actuellement, la plupart des emprunteurs ne connaissent pas les conséquences de leurs engagements. Or, à partir du moment où il y a une convention entre parties, c'est la convention qui fait loi. Au

versterken, wordt er vooral voorgesteld te verduidelijken wat er precies in elk geval verschuldigd is. Wanneer iemand zijn verplichtingen niet kan nakomen, hoeft men hem zijn schulden niet kwijt te schaffen, maar de schuldenaar heeft het recht om duidelijk geïnformeerd te zijn over wat van hem teruggevorderd zal worden. Dit laatste kan niet worden overgelaten aan de beoordeling van de partijen. Daarom wordt voorgesteld om een aflossingstabell in te voeren, die trouwens bij de goed georganiseerde instellingen reeds bestaat. In de meeste gevallen is het nuttig om dit document aan de kredietnemer te overhandigen, met de vermelding van zijn situatie op dat moment. Indien hij een betalingsachterstand heeft, heeft de kredietnemer soms de onaangename indruk dat wat hij betaalt alleen de intresten dekt, of zelfs alleen de intresten op de intresten.

De indiener dringt ook aan op een zo snel mogelijke behandeling van het wetsvoorstel. Iedere maand die voorbijgaat, is voor de zwakkeren in onze maatschappij een maand teveel. Deze tekst werd reeds uitgebreid bestudeerd en besproken; het is nu tijd om een beslissing te nemen.

2. ALGEMENE BESPREKING

Verschillende leden verklaren dat zij de doelstelling van dit wetsvoorstel, zijnde de bescherming van de consument, kunnen onderschrijven.

Een commissielid heeft enkele bedenkingen en vraagt zich onder andere af of door het verlagen van de instapdrempel de consument niet meer aangezet zal worden om krediet op te nemen. De statistieken wijzen immers uit dat er nu reeds een grote achterstand in de terugbetalingen van kredieten aan de financiële instellingen bestaat.

Een lid herinnert eraan dat diezelfde bedenkingen reeds in de vorige zittingsperiode geformuleerd zijn. Men kan om verschillende redenen in een schulden-spiraal terechtkomen. De kredietgevers dragen hier eveneens een zeer grote verantwoordelijkheid. In sommige krantenartikels is er overigens op gewezen dat er aan negatief oproep wordt gedaan bij degenen die krediet aanbieden. Tenslotte haalt degene die het minst uitleg vraagt, de klant binnen. De verantwoordelijkheid van de kredietgevers is terzake werkelijk doorslaggevend. Dat betekent niet dat er geen individuele verantwoordelijkheid is. Er zou meer gedaan moeten worden om de aandacht van de consument te vestigen op een aantal gevaren. Degenen die dat zouden moeten doen, zijn juist degenen die bij het verlenen van kredieten zich onvoldoende indekken.

Thans is het zo dat de meeste kredietnemers de gevolgen van de verbintenissen die ze zijn aangegaan, niet kennen. Zodra er een overeenkomst is gesloten tussen partijen, is die overeenkomst bepalend. Zoals

stade actuel des choses, le type d'encadrement que la proposition vise à installer, ne risque pas d'augmenter le laxisme de certaines personnes. Il est évident que l'on ne peut pas protéger toutes les personnes contre elles-mêmes. La responsabilité individuelle doit subsister.

Toutefois, il est fondamental qu'il y ait une discipline au niveau de ceux qui sont en position de force. Ceux qui ont la capacité financière d'octroyer du crédit devraient assumer une responsabilité plus importante quant à l'octroi de celui-ci.

La proposition a un objectif bien précis. Elle prend toutefois place dans un cadre plus large où il y a d'autres intervenants et d'autres responsabilités. Le membre peut donc comprendre que l'on élargisse le débat, à un moment ou un autre. Toutefois, actuellement, la proposition répond à un besoin extrêmement important.

Il ne s'agit pas de faire la chasse aux crédits. Il y a le crédit bien organisé, mûrement réfléchi, qui se conclut à travers une discussion entre parties où l'emprunteur sait à quoi il s'engage. C'est du «bon» crédit. Par contre, la proposition vise un certain nombre d'opérations beaucoup plus douteuses avec, en majorité, des contrats qui ne sont pas portés devant les juridictions parce que les emprunteurs, pour toutes sortes de raisons, et en particulier pour des raisons socio-culturelles, ne s'imaginent même pas qu'ils pourraient se défendre autrement, et, fondamentalement, s'ils savent qu'ils peuvent le faire, se rendent compte qu'ils n'ont pas les moyens de pouvoir porter leur différend devant une juridiction.

Le ministre de l'Économie estime qu'effectivement, le cadre législatif actuel comporte peu de précisions par rapport aux conséquences financières qui résultent de l'inexécution d'un contrat de crédit à la consommation. Dans la pratique, de multiples problèmes apparaissent. Ainsi, on peut affirmer que l'avalanche d'intérêts de retard et de dommages et intérêts qui s'abattent sur le consommateur en défaut de paiement, le conduit souvent à accentuer la spirale du surendettement.

Selon le ministre, il ne faut pas agir comme on le ferait en matière de Code de la route par rapport à des usagers faibles. Toutefois, on se trouve dans une situation où la pénalité, actuellement, ne se justifie pas en termes de dédommagement, mais procure un réel profit. Dès lors, la personne qui paie la pénalité entre dans une spirale accentuée de surendettement. C'est le nœud du problème. Dans la pratique, le juge de paix, saisi de ce type de problème d'inexécution des clauses contractuelles, doit trancher. De manière générale, il tranche dans le sens de la réduction des prétentions des prêteurs.

de zaken er nu voor staan, zal het soort begeleiding dat het voorstel wil invoeren, de laksheid van sommigen zeker niet vergroten. Het is duidelijk dat men niet iedereen tegen zichzelf kan beschermen. De individuele verantwoordelijkheid moet blijven bestaan.

Het is evenwel van cruciaal belang dat degenen die zich in een machtspositie bevinden, gedisciplineerd optreden. Degenen die de financiële draagkracht bezitten om kredieten te verlenen, zouden meer verantwoordelijkheid moeten nemen bij het verlenen van dat krediet.

Het voorstel heeft een duidelijk omschreven doel. Het maakt evenwel deel uit van een ruimer geheel met andere betrokkenen en andere verantwoordelijkheden. Het lid kan dus begrijpen dat men het debat op een gegeven ogenblik wil verruimen. Nu beantwoordt het voorstel evenwel aan een zeer grote vraag.

Het is niet de bedoeling een «jacht op kredietgevers» te organiseren. In veel gevallen is de kredietverlening degelijk georganiseerd en weloverwogen. Er wordt pas een overeenkomst gesloten na een gesprek tussen partijen, waarbij de kredietnemer weet waar-toe hij zich verbindt. Dat is eerlijke kredietverlening. Het voorstel beoogt daarentegen een aantal verrichtingen van twijfelachtig allooi, waarbij overeenkomsten meestal niet voor de rechter gebracht worden omdat de kredietnemers, om allerlei redenen en in het bijzonder om sociaal-culturele redenen, zelfs niet weten dat zij zich op die manier kunnen verdedigen. Indien zij dat wel weten, beseffen ze doorgaans dat zij de middelen niet hebben om hun geschil aan de rechter voor te leggen.

De minister van Economie is inderdaad van mening dat de huidige wet weinig preciseringen bevat met betrekking tot de financiële gevolgen van de niet-uitvoering van een kredietovereenkomst. In de praktijk rijzen er verschillende problemen. Zo kan men bevestigen dat de berg nalatigheidsintresten en schadevergoedingen die de in gebreke blijvende consument over zich heen krijgt, hem er vaak toe brengen nog meer schulden aan te gaan.

Volgens de minister mag men niet handelen zoals het verkeersreglement dat doet ten opzichte van zwakke weggebruikers. Nu is het evenwel zo dat de overeengekomen straf niet betaald wordt als schadevergoeding maar een reële winst betekent voor de kredietgever. De persoon die de overeengekomen straf betaalt, geraakt daardoor nog meer in de schulden. Dat is de kern van het probleem. In de praktijk moet de vrederechter aan wie dit soort problemen van niet-uitvoering van contractuele bedingen wordt voorgelegd, een beslissing nemen. Over het algemeen kiest hij voor een beperking van de eisen van de kredietgevers.

Le ministre fait valoir qu'effectivement le travail fait par cette commission sous la législature précédente, a été intégré dans la proposition telle que redéposée par M. Santkin. Cette proposition entre dans la logique de rééquilibrage entre les droits et obligations des parties. Le texte de la proposition à l'étude correspond grandement à la ligne médiane qui pourrait ressortir des travaux antérieurs de cette commission. Par conséquent, le ministre peut émettre une opinion fort favorable.

Un commissaire évoque un problème annexe au surendettement, celui du regroupement des crédits. Il voudrait s'assurer que la proposition de loi couvre aussi cette problématique. Actuellement, pour beaucoup de gens, l'accès au crédit facile parfois un peu douteux, est lié déjà à une situation de surendettement de façon à regrouper et à étaler leurs dettes actuelles. Soit la proposition couvre déjà cette problématique, soit alors le gouvernement pourrait faire l'une ou l'autre suggestion pour faire en sorte qu'au-delà du crédit, le crédit aux crédits soit aussi couvert.

Le ministre annonce qu'il va rouvrir une discussion générale sur le crédit à la consommation parce que plusieurs dispositions sont à revoir. Faisant référence au rapport de l'Observatoire, il estime qu'un certain nombre de réajustements sont à faire.

Un membre estime que la proposition n'a pas cette ambition, mais il n'y a aucune contradiction entre les deux objectifs.

Un autre membre se demande s'il ne vaudrait pas mieux, en attendant le projet de loi visant à modifier les dispositions relatives au crédit à la consommation, annoncé par le ministre de l'Économie, reporter les discussions et intégrer la proposition de loi à l'examen dans ce futur projet de loi.

Un membre est convaincu que la philosophie de la proposition de loi et celle du projet de loi qui sera déposé sont les mêmes. Toutefois, il y a un réel besoin d'aller vite, non pour arriver avant les autres, mais parce que l'objectif est d'essayer d'améliorer au plus vite la situation pour un grand nombre de personnes.

Le ministre souligne que cette proposition ne porte nullement préjudice au projet de loi que le gouvernement compte déposer à la rentrée parlementaire pour réformer globalement le crédit à la consommation. Le projet de loi a été adopté par le gouvernement précédent et, à l'époque, le gouvernement avait estimé qu'il fallait permettre à une initiative parlementaire de suivre son chemin. C'est la raison pour laquelle le projet de loi du gouvernement ne reprend pas les dispositions visées dans la proposition de loi. Le

De minister merkt op dat het werk dat door deze commissie verricht werd in de vorige zittingsperiode, in het opnieuw door de heer Santkin ingediende voorstel werd geïntegreerd. Dit voorstel zorgt voor een zeker evenwicht tussen de rechten en plichten van de partijen. De tekst van het voorliggende voorstel beantwoordt *grosso modo* aan wat het resultaat had kunnen zijn van de vroegere werkzaamheden van de commissie. Bijgevolg kan de minister het met het voorstel eens zijn.

Een commissielid wijst op een probleem dat verband houdt met de schuldenproblematiek, namelijk het probleem van de herschikking van de kredieten. Hij zou er zeker van willen zijn dat het wetsvoorstel ook die problematiek regelt. Voor veel mensen is het opnemen van makkelijk verkregen maar soms twijfelachtig krediet het gevolg van een zware schuldenlast die zij willen herschikken en over een langere periode spreiden. Ofwel regelt het voorstel reeds die problematiek ofwel zou de regering een voorstel kunnen doen om ervoor te zorgen dat een krediet dat is aangegaan om andere schulden te dekken, ook onder de toepassing van de regeling valt.

De minister kondigt aan dat hij een algemeen debat op gang wil brengen over het consumentenkrediet omdat verschillende bepalingen daarvoor moeten worden herzien. Hij verwijst naar het verslag van het Waarnemingscentrum waaruit blijkt dat een aantal aanpassingen nodig zijn.

Een lid meent dat het voorstel die ambitie niet heeft maar hiermee niet in strijd is.

Een ander lid vraagt zich af of, gelet op het wetsontwerp tot wijziging van het consumentenkrediet dat de minister van Economie heeft aangekondigd, het niet beter zou zijn de bespreking uit te stellen en het voorliggende wetsvoorstel te integreren in het wetsontwerp.

Een lid is ervan overtuigd dat het wetsvoorstel en het wetsontwerp dat zal worden ingediend, eenzelfde gedachtegang volgen. Er moet evenwel snel worden opgetreden, niet om als eerste vóór de anderen te scoren, maar omdat het de bedoeling is de toestand voor een groot aantal mensen zo snel mogelijk te verbeteren.

De minister wijst erop dat dit voorstel geenszins afbreuk doet aan het wetsontwerp dat de regering na het reces wil indienen om de wetgeving op het consumentenkrediet in zijn geheel te herzien. Het wetsontwerp werd door de vorige regering goedgekeurd en toen was de regering van mening dat een bestaand parlementair initiatief zijn normaal verloop moest krijgen. Daarom neemt het regeringsontwerp de bepalingen van het wetsvoorstel niet over. Het wetsontwerp dat de algemene herziening beoogt en dat

projet de loi de réforme globale qui viendra dans quelques mois permet à cette proposition de fonctionner normalement.

Plusieurs commissaires font remarquer qu'ils n'ont pas assisté aux discussions et auditions qui ont eu lieu au cours de la législature précédente et ils proposent d'entendre une fois de plus les secteurs concernés.

Avant de poursuivre la discussion, la commission décide d'organiser une audition à laquelle seront invités un représentant du secteur bancaire et un représentant d'une association de consommateurs. Les textes des exposés faits par ces représentants figurent en annexe au présent rapport.

3. DISCUSSION DES ARTICLES ET DES AMENDEMENTS

M. Santkin dépose les amendements n°s 1, 2, 3 et 4 (voir doc. Sénat, n° 2-223/2). Il explique que cet ensemble d'amendements fait suite à l'ultime tour de table en présence du secteur et des associations de consommateur. Ils ne remettent pas en question la philosophie de la proposition de loi, mais visent à affiner quelques notions et apporter quelques corrections tout en maintenant un indispensable équilibre que certaines suggestions des intervenants pourraient ébranler.

L'auteur n'a pas pu rencontrer toutes les préoccupations du secteur bancaire, parce qu'elles auraient vidé la proposition de sa substance. L'objectif principal de la proposition est d'essayer de protéger un peu mieux les consommateurs puisque, fondamentalement, le consommateur restera dans un situation de faiblesse par rapport au secteur bancaire.

Le ministre répète que la législation actuelle comporte peu de précisions quant aux conséquences financières résultant de la non-exécution d'un crédit à la consommation. De multiples problèmes surgissent dans la pratique et l'on peut affirmer que l'avalanche d'intérêts de retard et de pénalités qui s'abat sur le consommateur en défaut de paiement le conduit souvent sur la voie du surendettement.

C'est en définitive au juge de paix, lorsqu'il en est saisi par une des parties, qu'il appartient de déterminer les pénalités à payer par l'emprunteur défaillant. La plupart du temps, le juge de paix est amené à réduire considérablement les prétentions des prêteurs. Les dommages et intérêts sont diminués et l'assiette sur laquelle les intérêts de retard sont calculés, est modifiée par le juge. Les juges n'admettent pas la pratique actuelle des banques qui consistent à réclamer des intérêts de retard sur des intérêts conventionnels qui ne sont pas encore échus. Même si cette pratique est condamnée par les juges, il faut encore que les consommateurs aillent devant le tribunal pour obte-

over enkele maanden zal worden ingediend, vormt geen beletsel voor de aanname van dit voorstel.

Enkele commissieleden merken op dat zij de besprekingen en de hoorzittingen tijdens de vorige zittingsperiode niet meegemaakt hebben en stellen voor om de betrokken sectoren nogmaals te horen.

Alvorens de besprekking voort te zetten, beslist de commissie een hoorzitting te organiseren waarbij een vertegenwoordiger van de banksector en een vertegenwoordiger van een consumentenvereniging zal worden uitgenodigd. De teksten van de uiteenzettingen van deze vertegenwoordigers zijn opgenomen in de bijlage bij dit verslag.

3. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN EN DE AMENDEMENTEN

De heer Santkin dient de amendementen nrs. 1, 2, 3 en 4 in (zie Stuk Senaat, nr. 2-223/2). Hij verklaart dat deze reeks amendementen aansluit op de laatste discussie met de sector en met de verbruikersverenigingen. Ze tasten de achterliggende doelstelling van het wetsvoorstel niet aan maar beogen een aantal begrippen duidelijker te bepalen en een aantal correcties aan te brengen met oerbied voor het noodzakelijke evenwicht dat door een aantal voorstellen van de sprekers verstoord zou kunnen worden.

Spreker is niet kunnen tegemoetkomen aan alle verwachtingen van de banksector want dan zou het voorstel zijn grondslag verloren hebben. Het voorstel beoogt voornamelijk de verbruikers een beetje beter te beschermen aangezien de consument in de grond een zwakke positie behoudt ten opzichte van de banksector.

De minister herhaalt dat de huidige wet weinig duidelijkheid biedt over de financiële gevolgen van de niet-uitvoering van een verbruikskrediet. In de praktijk doen er zich tal van problemen voor en men kan beweren dat de lawine van nalatigheidsintresten en boeten die zich in geval van niet-betaling over de verbruiker stort, hem vaak opzadelt met een overmatige schuldenlast.

Uiteindelijk moet de vrederechter, daartoe aangesproken door een van de partijen, uitmaken welke strafvergoeding de in gebreke blijvende kredietnemer moet betalen. In de meeste gevallen zal de vrederechter de aanspraken van de kredietgever aanzienlijk terugschroeven. De schadevergoeding wordt verminderd en de grondslag waarop de nalatigheidsintresten berekend worden, wordt door de rechter gewijzigd. De rechters aanvaarden de huidige praktijk van de banken niet die nalatigheidsintresten vorderen op bedongen intresten die nog niet vervallen zijn. Ook al wordt deze praktijk door de rechters veroordeeld, dan nog moeten de verbruikers naar de rechter stap-

nir gain de cause. Or, seuls un sur 1 000 ou 10 000 s'en réfèrent au juge de paix.

Un tel système n'est pas satisfaisant. Il génère une insécurité juridique et des abus au préjudice ces consommateurs les plus vulnérables. Il est de la responsabilité du législateur d'y mettre bon ordre.

Le 26 avril 2000, la Conférence interministérielle de l'Intégration sociale et de l'Économie sociale, a approuvé une série de mesures susceptibles de permettre une lutte plus efficace contre le surendettement.

La question des pénalités réclamées en cas de non-exécution d'un contrat de crédit à la consommation a, à cette occasion, fait l'objet d'un examen particulier. La Conférence a considéré que la proposition de loi telle que déposée par M. Santkin, était de nature à établir un meilleur équilibre entre les parties. Le ministre de l'Économie a ainsi été chargé du suivi de cette proposition.

Son avis au sujet de la proposition de loi à l'examen est qu'elle est très équilibrée, même si certaines adaptations étaient encore souhaitables, compte tenu des problèmes techniques soulevés par l'ABB. Il apparaît qu'un compromis est proposé.

Tous les éléments sont actuellement sur la table pour permettre d'avancer dans ce dossier technique mais fort important pour les consommateurs. Le Sénat peut ainsi exercer pleinement ses prérogatives dans l'élaboration de la loi.

Plusieurs membres déclarent soutenir cette proposition de loi qui rencontre des objectifs fondamentaux. Le législateur doit en effet protéger celui qui apparaît comme le plus faible dans la société. Compte tenu du degré d'endettement dramatique de certaines familles, c'est à juste titre que cette proposition doit être défendue.

Quant aux amendements déposés par M. Santkin, un membre estime qu'ils rencontrent l'essentiel des propositions faites par l'ABB pour préciser certaines notions tout en ne reprenant pas effectivement certaines propositions qui défavorisaient le plus faible dans la transaction concernée.

Un membre souhaite savoir si cette proposition de loi est aussi d'application pour des emprunts faits dans des banques étrangères. Selon l'article 2 de la loi du 12 juin 1991, la loi s'applique aux contrats de crédit conclus avec un consommateur ayant sa résidence principale habituelle en Belgique par un prêteur ayant son siège principal ou sa résidence en dehors de la Belgique à condition que le contrat ait été précédé en Belgique d'une proposition particulière ou d'une publicité et que le prêteur ou son représentant aient reçu en Belgique la demande de crédit du consomma-

pen om in het gelijk te worden gesteld. Slechts een op 1 000 of 10 000 personen vraagt hierover een uitspraak van de vrederechter.

Een dergelijk systeem is niet bevredigend. Het geeft aanleiding tot rechtsonzekerheid en tot misbruiken ten aanzien van de meest kwetsbare verbruikers. De wetgever heeft tot taak orde op zaken te stellen.

Op 26 april 2000 heeft de Interministeriële Conferentie voor Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie een reeks maatregelen goedgekeurd die een efficiëntere strijd tegen overmatige schuldenlast mogelijk moeten maken.

Het vraagstuk van de boeten die in geval van niet-uitvoering van een verbruikskredietovereenkomst gevorderd worden, is bij die gelegenheid speciaal besproken. De Conferentie was van mening dat het wetsvoorstel van de heer Santkin een beter evenwicht tussen de partijen tot stand kon brengen. De minister van Economie werd dan ook belast de voortgang van dit voorstel te begeleiden.

De minister is van mening dat het voorliggende wetsvoorstel zeer evenwichtig is, zelfs al zijn nog een aantal aanpassingen wenselijk, rekening houdende met de technische problemen die de Belgische Vereniging der Banken (BVB) aangevoerd heeft. Een compromis blijkt nu voorgesteld te zijn.

Thans liggen alle elementen op tafel om vooruitgang te kunnen boeken in dit technisch complexe maar voor de verbruikers zeer belangrijk dossier. De Senaat kan aldus zijn bevoegdheden in het opstellen van de wet ten volle uitoefenen.

Verschillende leden betuigen hun steun aan dit wetsvoorstel dat fundamentele doelstellingen dient. De wetgever moet immers bescherming geven aan degene die in de maatschappij het zwakste staat. Dit wetsvoorstel mag terecht verdedigd worden als men ziet onder welke dramatische schuldenlast een aantal gezinnen gebukt gaan.

De amendementen van de heer Santkin komen volgens een lid tegemoet aan de voornaamste voorstellen van de BVB en verduidelijken een aantal begrippen zonder dat bepaalde voorstellen die de zwakste persoon in de betrokken transactie zouden benadelen, effectief overgenomen worden.

Een lid zou graag weten of dit wetsvoorstel ook van toepassing is op de leningen aangegaan bij buitenlandse banken. Volgens artikel 2 van de wet van 12 juni 1991 is de wet van toepassing op de kredietovereenkomsten gesloten met een consument die in België zijn gewone verblijfplaats heeft, door een kredietgever die zijn hoofdzetel of zijn voornaamste verblijfplaats buiten België heeft, op voorwaarde dat de overeenkomst in België is voorafgegaan door een bijzonder voorstel of door reclame en dat de kredietgever of zijn vertegenwoordiger de kreditaanvraag

teur. Que se passe-t-il quand quelqu'un est allé emprunter à l'étranger sans que le prêteur ait reçu en Belgique la demande de crédit ?

Selon un autre membre, la proposition de loi, comme toute loi, n'est pas d'application à l'extérieur du territoire belge. Un contrat fait à l'étranger ne tombe pas dans son champ d'application.

Le ministre se réfère à l'article 2 de la loi du 12 juin 1991 qui définit le champ d'application de la loi dans l'espace. La loi protège le consommateur qui a sa résidence en Belgique lorsqu'il conclut un contrat avec un prêteur qui a son siège à l'étranger, mais uniquement dans deux hypothèses : il faut qu'il y ait eu, soit une démarche sur le territoire belge par une banque qui a son siège à l'extérieur, soit que le prêteur ait reçu en Belgique la demande de crédit de consommation. La loi belge va s'appliquer surtout dans le premier cas : il y a eu une publicité, une offre qui a été faite en Belgique et il a conclu un contrat avec une banque qui n'a pas de siège en Belgique. La loi belge est alors applicable. Toutefois, on ne peut pas protéger le consommateur-voyageur dans un pays quelconque qui conclut un contrat de crédit.

N'oublions pas que la loi du 12 juin 1991 résulte d'une directive européenne qui prévoit une protection minimale du consommateur. La directive ne comporte pas de dispositions telles que celles traitées par la proposition de loi à l'examen. En effet, rien est prévu comme protection en cas d'inexécution du contrat, sur les intérêts de retard, sur les pénalités. Il faut également savoir que dans d'autres États européens, il existe des réglementations semblables qui protègent mieux les consommateurs. Un consommateur qui conclut, par exemple, son contrat en Allemagne, bénéficiera d'une protection plus forte que celle qui résulte de la loi, notamment en ce qui concerne l'imputation des paiements.

Plusieurs membres estiment que la proposition de loi, telle qu'amendée, est très équilibrée et plaident pour une adoption rapide du texte.

Article 1^{er}

Cet article ne donne pas lieu à des observations et est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

Article 2

Les définitions visées au 18^o, 19^o et 20^o sont apportées à la suite de l'introduction d'un nouvel article 27bis, introduit par l'article 4. Elles ont pour but de déterminer l'assiette sur laquelle portera le calcul

van de consument in België heeft ontvangen. Wat gebeurt er wanneer iemand geld in het buitenland is gaan lenen zonder dat de kredietgever de kredietaanvraag in België heeft ontvangen ?

Volgens een ander lid is het wetsvoorstel zoals elke wet niet van toepassing buiten het Belgische grondgebied. Een overeenkomst die in het buitenland is gesloten, valt niet onder de toepassing van de wet.

De minister verwijst naar artikel 2 van de wet van 12 juli 1991 waarin het ruimtelijk toepassingsgebied wordt omschreven. De wet beschermt de consument die zijn verblijfplaats in België heeft wanneer deze een contract sluit met een kredietgever die zijn zetel in het buitenland heeft doch alleen in twee gevallen: de bank die haar zetel in het buitenland heeft, moet stappen hebben ondernomen op het Belgisch grondgebied of de kredietgever moet de verbruikskredietaanvraag in België hebben ontvangen. De Belgische wet zal vooral in het eerste geval toegepast worden: er is reclame geweest, er is een aanbod gedaan in België en er is een contract gesloten met een bank die geen zetel in België heeft. De Belgische wet is dan van toepassing. Men kan echter geen bescherming bieden aan de consument die in het buitenland op reis is en er een kredietovereenkomst sluit.

Er mag niet worden vergeten dat de wet van 12 juni 1991 voortkomt uit een Europese richtlijn die de consument een minimumbescherming biedt. De richtlijn bevat geen bepalingen als die welke in het voorliggende wetsvoorstel aan de orde zijn. Er is immers niets bepaald om in geval van niet-uitvoering van de overeenkomsten bescherming te verlenen, in verband met de nalatigheidsintresten, of in verband met de strafbepalingen. Men moet ook weten dat in andere Europese landen soortgelijke regelingen bestaan die de consumenten beter beschermen. Een consument die zijn contract bijvoorbeeld in Duitsland sluit, zal een sterkere bescherming genieten dan die welke uit de wet voortspruit, met name wat de verrekening van de betalingen betreft.

Verschillende leden zijn van mening dat het aldus gemaendeerde wetsvoorstel zeer evenwichtig is en pleiten voor een snelle goedkeuring van de tekst.

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt door de 8 aanwezige leden eenparig aangenomen.

Artikel 2

De definities bedoeld in 18^o, 19^o en 20^o worden ingevoegd ingevolge het nieuwe artikel 27bis, ingevoegd door artikel 4. Zij hebben tot doel de grondslag te bepalen voor de berekening van de nalatigheidsin-

des intérêts de retard et des pénalités. Le mot «principal», visé au 18^o et 19^o, doit se comprendre comme étant le montant dû en capital. Afin d'assurer une uniformité avec la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, les notions reprises s'inspirent de ladite loi, à l'exception de celle définissant le taux de l'intérêt de retard. Ni l'article 14, § 3, 11^o, de la loi, ni l'article 28 ne donnent une indication de la nature du taux d'intérêt de retard: périodique ou annuel, actuairel ou nominal. Afin d'assurer l'uniformité et la transparence, il est souhaitable de définir ce taux et de le rendre comparable au taux annuel effectif global et au taux débiteur.

M. Santkin dépose l'amendement n° 1 qui porte sur la notion de capital (18^o).

M. Santkin dépose ensuite l'amendement n° 2 qui tend à supprimer les mots «appliqués sur le solde restant dû». Cette correction est importante puisqu'il s'agit de l'assiette sur laquelle l'intérêt de retard doit être calculé.

Le ministre approuve ces amendements. La première partie de la proposition de loi concerne les trois définitions. La loi sur le crédit à la consommation est muette quant au contenu de certaines notions fondamentales, telles que le capital, le solde restant dû et le taux d'intérêt de retard. Il existe ainsi des divergences importantes dans la façon de calculer le solde restant dû en cas de dénonciation du contrat de crédit. Ces lacunes de la loi incitent certains prêteurs, en cas de dénonciation du contrat, à réclamer l'intégralité des mensualités non encore échues, augmentées des intérêts de retard et d'une indemnité forfaitaire. C'est un comble lorsqu'on constate que ces mensualités non échues comportent, non seulement une part de capital remboursé, mais également une part d'intérêts.

La proposition de loi reprend ces 3 définitions. Un *modus vivendi* a été trouvé avec les représentants des prêteurs puisque la définition de capital a été revue dans l'amendement qui est déposé. Cela est une revendication fondamentale du secteur de crédit auquel la proposition fait droit et le gouvernement considère que cet amendement est nécessaire, afin de tenir compte de la situation particulière des ouvertures de crédit liées à ces comptes courants.

Les amendements n°s 1 et 2, ainsi que l'article 2 tel qu'amendé, sont adoptés à l'unanimité des 8 membres présents.

Article 3

Afin de pouvoir déterminer à chaque moment le capital restant dû, il y a lieu de prévoir un tableau

tresten en straffen. Het woord «hoofdsom», bedoeld in 18^o en 19^o, moet begrepen worden als zijnde het verschuldigd bedrag in kapitaal. Met het oog op de gelijkvormigheid met de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet zijn de voorgestelde begrippen, behalve de definitie van de nalatigheidsintrestvoet, geïnspireerd op deze wet. Nog artikel 14, § 3, 11^o, van de wet, noch artikel 28 vermelden de aard van de nalatigheidsintrestvoet: periodiek of jaarlijks, actuarieel of nominaal. Met het oog op de eenvormigheid en de transparantie is het wenselijk deze rentevoet te definiëren en vergelijkbaar te maken met het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage en de debetrentevoet.

De heer Santkin dient amendement nr. 1 in dat betrekking heeft op het begrip kapitaal (18^o).

De heer Santkin dient vervolgens amendement nr. 2 in dat ertoe strekt in het 20^o de woorden «toegepast op het verschuldigd blijvende saldo» te doen vervallen. Die wijziging is belangrijk omdat het om de grondslag gaat waarop de nalatigheidsinteressen moeten worden berekend.

De minister is het eens met die amendementen. Het eerste deel van het wetsvoorstel heeft betrekking op de drie definities. De wet op het consumentenkrediet zegt niets over de inhoud van sommige basisbegrippen zoals kapitaal, het verschuldigd blijvende saldo of de nalatigheidsintrestvoet. Daardoor bestaan er grote verschillen in de berekening van het verschuldigd blijvende saldo wanneer de kredietovereenkomst wordt opgezegd. Die leemten in de wet zetten sommige kredietgevers ertoe aan om bij opzegging van de overeenkomst, een bedrag te eisen dat alle niet betaalde vervallen en niet-vervallen maandelijkse afbetalingen omvat, vermeerderd met de nalatigheidsintresten en een vaste vergoeding. Helemaal rampzaelig wordt het wanneer men vaststelt dat die niet vervallen maandelijkse afbetalingen niet alleen bestaan uit een deel terugbetaald kapitaal maar ook uit een deel intresten.

Het wetsvoorstel bevat 3 definities. Met de vertegenwoordigers van de kredietgevers werd een *modus vivendi* gevonden aangezien de definitie van kapitaal herzien werd in het amendement dat is ingediend. Dit is een basiseis van de kredietsector waarmee in het voorstel rekening is gehouden. De regering gaat ervan uit dat dit amendement noodzakelijk is om rekening te houden met het bijzonder geval van de kredietopeningen verbonden aan die rekeningen-courant.

De amendementen nrs. 1 en 2 alsmede het gewijzigde artikel 2 worden door de 8 aanwezige leden eenparig aangenomen.

Artikel 3

Teneinde op elk ogenblik het verschuldigd saldo aan kapitaal te kunnen bepalen, is het nodig in een

d'amortissement. Un tel tableau est rendu nécessaire par le nouvel article 27bis, § 2, alinéa 2, introduit par l'article 4.

Le tableau d'amortissement est nécessaire à la transparence des décomptes, particulièrement en cas d'inexécution du contrat. Les juges déplorent d'ailleurs l'absence d'un tel tableau, chaque fois qu'ils doivent statuer sur les demandes d'intérêts de retard et autres pénalités. Il s'agit également d'un élément d'information important pour le consommateur.

Il est vrai cependant que pour les ouvertures de crédit, les remboursements périodiques, éventuellement prévus, ne sont que des montants minima. Le consommateur peut, à tout moment, effectuer des prélèvements de crédit et opérer des remboursements supérieurs à ce qui est prévu. Dès ce moment, le tableau d'amortissement, basé sur l'hypothèse d'un prélèvement entier et immédiat de crédit et de remboursements minima, est donc purement abstrait et théorique et ne correspond plus à la réalité.

L'utilité d'un tableau d'amortissement joint à l'ouverture de crédit est dans ce cas fortement réduite. Le texte exclut dès lors l'ouverture de crédit de l'obligation, faite au prêteur, de joindre un tableau d'amortissement à l'offre de crédit.

Cet article ne donne pas lieu à des observations et est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

Article 4

Cet article vise à introduire, dans la loi de 1991, une nouvelle sous-section intitulée «Des conséquences de la non-exécution du contrat de crédit par le consommateur». L'importance de la matière justifie en effet qu'elle soit ramassée sous un titre à part. Cette nouvelle sous-section comporte ainsi un article 27bis nouveau.

Ce qui frappe dans les décomptes établis par les prêteurs, c'est l'accumulation et l'enchevêtement des clauses pénales et indemnités de toutes sortes : intérêts de retard, indemnité forfaitaire, intérêts compris dans les mensualités à échoir, frais de recouvrement (pour des exemples concrets, voyez Collard B., Dejemeppe P., *Guide méthodologique du traitement du surendettement*, Centre coopératif de la consommation, ministère de l'Intégration sociale, Bruxelles, 1995). La dette subit, de la sorte, un effet boule de neige rapide et important.

De plus en plus, les juges «nettoient» les comptes, en les expurgeant de ce qui, économiquement et légalement, n'est pas admissible.

aflossingstabel te voorzien. Een dergelijk tabel wordt verplicht gesteld door het nieuwe artikel 27bis, § 2, tweede lid, ingevoegd door artikel 4.

De aflossingstabel is noodzakelijk voor de doorzichtigheid van de afrekening, vooral wanneer de overeenkomst niet wordt uitgevoerd. Telkens wanneer rechters een uitspraak moeten doen over een vordering tot het betalen van nalatigheidintresten en andere straffen, betreuren zij dat een dergelijke tabel ontbreekt. Het gaat ook om belangrijke informatie voor de consument.

Voor kredietopeningen is het weliswaar zo dat de periodieke betalingen waarin eventueel voorzien is, slechts minimumbedragen zijn. De consument kan op elk ogenblik krediet opnemen en een bedrag terugbetalen dat groter is dan wat bepaald was. In dat geval is het opleggen van een aflossingstabel — die uitgaat van een volledige en onmiddellijke kredietopname en een minimumterugbetaling — een louter abstracte en theoretische zaak die niet beantwoordt aan de werkelijkheid.

Het nut van een aflossingstabel bij een kredietopening is in dit geval beperkt. De tekst stelt de kredietgever dus vrij van de verplichting om een aflossingstabel te voegen bij het kreditaanbod, wanneer het gaat om een kredietopening.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt door de 8 aanwezige leden eenparig aangenomen.

Artikel 4

Dit artikel beoogt in de wet van 1991 een nieuwe onderafdeling in te voegen met het opschrift «Gevolgen van de niet-uitvoering van de kredietovereenkomst door de consument». Het is immers een belangrijke materie die terecht onder een aparte titel samengebracht kan worden. Deze nieuwe onderafdeling bevat aldus een nieuw artikel 27bis.

Treffend in de afrekeningen van de kredietgevers is de onoverzichtelijke opeenstapeling van strafbedingen en vergoedingen allerhande: nalatigheidsintresten, vaste vergoedingen, intresten begrepen in te vervallen maandelijkse afbetalingen, invorderingskosten, ... (voor concrete voorbeelden verwijzen wij naar Collard B., Dejemeppe P., *Guide méthodologique du traitement du surendettement*), Coöperatieve Verbruikersbeweging, ministerie van Maatschappelijke Integratie, Brussel, 1995). Zo ondergaat de schuld een haastig en vergaand sneeuwbaleffect.

Het gebeurt steeds vaker dat de rechters grote schoonmaak houden in de rekeningen en er alles uit weglaten wat uit een economisch en wettelijk oogpunt niet aanvaardbaar is.

La complexité du problème et l'absence de directives légales claires entraînent une dispersion dans les méthodes utilisées par les magistrats.

Le nouvel article vise à leur donner un outil uniforme, simple et cohérent. Il devrait accorder au consommateur la sécurité juridique qui lui fait actuellement défaut.

L'article 27bis nouveau traite de toutes les conséquences de l'inexécution des contrats de crédit, qu'il s'agisse de la résolution du contrat, de la déchéance du terme ou d'un simple retard de paiement. Aucune distinction n'est faite selon qu'il s'agisse d'une opération de crédit avec des termes fixes ou d'une ouverture de crédit.

§ 1^{er}. Dans les cas de résolution du contrat, seuls quatre postes peuvent être contractuellement réclamés :

1^o les soldes restant dû, c'est-à-dire le montant à verser en principal, déduction faite des frais et des intérêts. Pour isoler le montant en principal des intérêts et frais, un tableau d'amortissements est indispensable, à l'instar de ce qui existe en crédit hypothécaire;

2^o le montant du coût total du crédit échu et non payé;

3^o le montant de l'intérêt de retard convenu;

4^o les pénalités ou indemnités convenues, selon des règles strictes.

§ 2. En cas de retard de paiement n'entraînant pas la résolution du contrat ou la déchéance du terme, des intérêts de retard peuvent être réclamés.

L'Association belge des Banques (ABB) a démontré que, dans certains cas, ces intérêts de retard étaient insuffisants pour couvrir les frais de rappel. Il peut dès lors paraître raisonnable d'autoriser les prêteurs à facturer également les frais de rappel. Ces frais de rappel ne peuvent évidemment être réclamés en cas de résolution ou de déchéance du terme, puisque dans ce cas, le prêteur a droit à des indemnités forfaitaires. Ces indemnités forfaitaires couvrent en effet les frais d'inexécution constitués par les lettres de rappel.

§ 3. L'intérêt de retard est modifié. Certains ont pu considérer que l'intérêt de retard, prévu à l'article 28 actuel, constituait «une prime» pour ceux qui ne remboursaient pas le crédit. Sans partager cette opinion (on ne peut comparer la situation d'un

Het probleem is echter zo ingewikkeld en het gebrek aan duidelijke wetsbepalingen zo schrijnend dat de magistraten op de meest uiteenlopende manieren tewerkgaan.

Het nieuwe artikel wil hun een instrument aanreiken, gekenmerkt door eenvormigheid, eenvoud en samenhang. Het moet de consument de rechtszekerheid bieden die hij nu niet heeft.

Het nieuwe artikel 27bis behandelt alle gevolgen van de niet-uitvoering van de kredietovereenkomsten, of het gaat om de ontbinding van de overeenkomst, het verval van de termijnbepaling of een eenvoudige betalingsachterstand. Er wordt geen onderscheid gemaakt tussen een kredietoperatie met vaste termijnen en een kredietopening.

§ 1. Bij de ontbinding van de overeenkomst kunnen contractueel slechts vier betalingsposten aangerekend worden :

1^o het verschuldigd blijvende saldo, dat wil zeggen het in hoofdsom te betalen bedrag, met aftrek van de kosten en de intresten. Om het bedrag in hoofdsom te onderscheiden van de intresten en de kosten is een aflossingstabell noodzakelijk, zoals bij de hypothecaire kredieten;

2^o het bedrag van de vervallen en niet-betaalde totale kosten van het krediet;

3^o het bedrag van de overeengekomen nalatigheidsintrest;

4^o de overeengekomen straffen en schadevergoedingen, volgens strikte regels.

§ 2. Bij eenvoudige betalingsachterstand die noch de ontbinding van de overeenkomst, noch het verval van de termijnbepaling tot gevolg heeft, mogen nalatigheidsintresten worden geëist.

De Belgische Vereniging van Banken (BVB) heeft aangetoond dat die nalatigheidsintresten in sommige gevallen onvoldoende zijn om de maankosten te dekken. Het lijkt derhalve verstandig de kredietgevers toe te staan ook de maankosten in rekening te brengen. Die maankosten kunnen vanzelfsprekend niet geëist worden bij de ontbinding of bij het verval van de termijnbepaling van de kredietovereenkomst omdat in dat geval de kredietgever recht heeft op een vaste vergoeding. Die vaste vergoeding dekt immers de kosten wegens niet-uitvoering, veroorzaakt door de maanbrieven.

§ 3. De regeling van de nalatigheidsintresten ondergaat wijzigingen. Een aantal personen kon er vroeger van uitgaan dat de nalatigheidsintrest van het huidig artikel 28 een «beloning» was voor degenen die hun krediet niet terugbetaalden. Met die ziens-

emprunteur qui rembourse à celle d'un emprunteur défaillant), nous pensons que les modifications apportées ne justifient plus que l'intérêt de retard soit nécessairement inférieur au taux annuel effectif global convenu. Cette nouvelle disposition entre dans l'équilibre recherché.

L'intérêt de retard convenu doit en effet pouvoir être supérieur au taux annuel effectif global convenu ou au taux débiteur appliqué, afin de dédommager le prêteur de la perte résultant de l'indisponibilité des capitaux. Il ne peut dépasser de plus de 10 % le dernier taux débiteur appliqué ou le taux annuel effectif global convenu.

Il est cependant exclu que l'intérêt de retard s'applique sur des montants constitués eux-mêmes d'intérêts. L'anatocisme n'est autorisé, il faut le souligner, que si les intérêts ont pu être capitalisés conformément à l'article 1154 du Code civil. En pratique donc, l'intérêt de retard ne devrait s'appliquer que sur le solde restant dû, c'est-à-dire le montant à verser en principal pour amortir ou rembourser le capital emprunté ou prélevé.

La notion de solde restant dû est maintenant définie par la nouvelle disposition de l'article 1^{er}, 19^o.

L'intérêt de retard ne peut s'appliquer sur des intérêts que s'ils ont été capitalisés conformément à l'article 1154 du Code civil. L'interdiction de l'anatocisme reste en effet la règle.

L'alinéa 2 est destiné à ne pas défavoriser le prêteur qui a conclu un contrat au taux zéro.

§ 4. Il faut permettre au consommateur de connaître, de comprendre et de vérifier les paiements qui lui sont réclamés.

Un document justificatif détaillant chaque poste doit donc être remis gratuitement par le prêteur. Le Roi pourra en déterminer les mentions et imposer un modèle de décompte.

§ 5. L'imputation des paiements est réglée par l'article 1254 du Code civil d'une façon suppléative: le débiteur ne peut, sans le consentement du créancier, imputer les paiements sur le capital par préférence aux intérêts.

wijze zijn wij het niet eens omdat men de toestand van een kredietnemer die zijn schulden wel terugbetaalt, niet kan vergelijken met die van een kredietnemer die in gebreke blijft. Toch zijn wij de mening toegedaan dat de voorgestelde wijzigingen niet meer konden verantwoorden dat de nalatigheidsintrest lager is dan het overeengekomen reële jaarlijkse kostenpercentage. Deze nieuwe bepaling past in het nagestreefde evenwicht.

De overeengekomen nalatigheidsintrest moet wel degelijk hoger kunnen liggen dan het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage of de toegepaste debetrente om de kredietgever te vergoeden voor het verlies dat hij lijdt door het niet-beschikbaar zijn van de kapitalen. De nalatigheidsintrest mag niet meer dan 10 % hoger liggen dan de laatst toegepaste debetrente of het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage.

Het is evenwel uitgesloten dat de nalatigheidsintrest toegepast wordt op bedragen die zelf uit intresten bestaan. Er dient op gewezen te worden dat het anatocisme slechts toegestaan is indien de intresten gekapitaliseerd kunnen worden overeenkomstig artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek. In de praktijk mag de nalatigheidsintrest slechts toegepast worden op het verschuldigde saldo, dat wil zeggen het in hoofdsom te storten bedrag om het geleende of opgenomen kapitaal af te lossen of terug te betalen.

Het begrip «verschuldigd blijvend saldo» is nu gedefinieerd door de nieuwe bepaling in artikel 1, 19^o.

De nalatigheidsintrest kan slechts worden toegepast op intresten die gekapitaliseerd kunnen worden overeenkomstig artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek. Het anatocisme blijft in principe dus verboden.

Het tweede lid heeft tot doel ervoor te zorgen dat de kredietgever die een overeenkomst gesloten heeft die voorziet in een nultarief, niet benadeeld wordt.

§ 4. De consument moet in staat gesteld worden de betalingen die van hem gevraagd worden, te kennen, begrijpen en controleren.

De kredietgever moet dus gratis een bewijsstuk overhandigen met vermelding van elke uitgavenpost. De Koning kan bepalen welke vermeldingen dit stuk moet bevatten en kan een model van afrekening opleggen.

§ 5. De aanrekening van de betalingen wordt bij artikel 1254 van het Burgerlijk Wetboek op aanvullende wijze geregeld: de schuldenaar kan zonder de instemming van de schuldeiser de betalingen niet op het kapitaal in plaats van op de intresten aanrekenen.

Les prêteurs prévoient ainsi systématiquement dans leurs contrats que les paiements s'imputent d'abord sur les intérêts.

Si cette façon de faire n'est pas critiquable en cas d'exécution normale du contrat — la liberté des parties reste entière pour l'établissement d'un tableau d'amortissement — il en va autrement lorsque le contrat est résolu en application de l'article 29 de la loi. En ce cas, il convient de déterminer d'autorité que les paiements s'imputeront d'abord sur le solde restant dû et ensuite seulement sur les intérêts.

À défaut, le solde restant dû ne diminue pas, malgré les paiements réguliers du débiteur, et, par le jeu des intérêts de retard, la dette totale ne cesse d'augmenter.

Il est fondamental d'interdire l'imputation des remboursements par priorité sur les intérêts de retard et les pénalités.

M. Santkin dépose l'amendement n° 3 qui tend à remplacer le texte de cet article qui porte sur les conséquences de la non-exécution du contrat de crédit.

En cas de résolution du contrat à l'échéance du terme, il est prévu que les pénalités ou indemnités convenues peuvent être réclamées au consommateur, mais elles sont limitées aux plafonds suivants : 10% au maximum calculés sur la tranche de solde restant dû comprise entre 1 et 300 000 francs et 5% au maximum calculés sur la tranche de solde restant dû supérieure à 300 000 francs. Cet amendement a fait l'objet d'une longue discussion. Il est important de souligner que seuls deux taux ont été maintenus. L'ABB avait proposé de remoduler les taux de façon différente, mais l'auteur de l'amendement explique qu'il n'a pas pu transigner parce que cet article constitue une partie essentielle de la proposition de loi. En effet, le but est de limiter le plus possible les conséquences négatives de la non-exécution du contrat de crédit pour l'emprunteur. Les taux prévus dans l'amendement sont équilibrés et justes.

Le § 5 de l'article 4 tel que proposé, concerne l'imputation des paiements. Actuellement, on se plaint souvent du fait qu'avec le temps qui passe les consommateurs voient leur dette augmenter parce que les remboursements effectués ne viennent pas en déduction du principal, mais sont imputés essentiellement sur les intérêts. Il faut permettre que les remboursements effectués viennent en déduction du montant principal dû par le consommateur.

L'auteur de l'amendement fait observer que l'ABB n'était pas d'accord avec ce point de vue. La façon

De kredietgevers fixent ainsi systématiquement dans leurs contrats que les paiements s'imputent d'abord sur les intérêts.

Indien deze manier van handelen niet te betwisten valt bij een normale uitvoering van de overeenkomst — de partijen blijven hun volledige vrijheid behouden om een aflossingsplan op te stellen — gaat het er anders aan toe wanneer de overeenkomst ontbonden wordt krachtens artikel 29 van de wet. In dat geval moet men zonder meer bepalen dat de betalingen eerst zullen worden aangerekend op het verschuldigd saldo en daarna pas op de intresten.

Zo niet, dan vermindert het verschuldigd blijvende saldo niet, ondanks regelmatige betalingen van de schuldenaar, en door de nalatigheidsintresten blijft de totale schuld toenemen.

De terugbetalingen in eerste instantie aanrekenen op nalatigheidsintresten en op straffen moet ten strengste verboden worden.

De heer Santkin dient amendement nr. 3 in dat ertoe strekt artikel 4 dat betrekking heeft op de gevolgen van de niet-uitvoering van de kredietovereenkomst, te vervangen.

Bij de ontbinding van de kredietovereenkomst of bij het verval van de termijnbepaling mogen de overeengekomen straffen of schadevergoedingen aan de consument gevraagd worden maar zij moeten beperkt blijven tot : ten hoogste 10% van de schijf van het verschuldigd blijvende saldo tussen 1 en 300 000 frank en ten hoogste 5% van de schijf van het verschuldigd blijvende saldo boven 300 000 frank. Dit amendement werd langdurig besproken. Het is belangrijk erop te wijzen dat slechts twee tarieven werden behouden. De Belgische Vereniging van banken had voorgesteld de tarieven op een andere manier te herschikken maar de indiener van het amendement legt uit dat hij geen compromis kon sluiten omdat dit artikel een essentieel deel van het wetsvoorstel uitmaakt. Het is immers de bedoeling de negatieve gevolgen van de niet-uitvoering van de kredietovereenkomst voor de kredietnemer zoveel mogelijk te beperken. De percentages waarin het amendement voorziet, zijn evenwichtig en rechtvaardig.

Paragraaf 5 van het voorgestelde artikel 4 betreft de toerekening van de betalingen. Men klaagt tegenwoordig dikwijls over het feit dat de consumenten naarmate de tijd voorbijgaat hun schuld zien stijgen, omdat de uitgevoerde betalingen niet op de hoofdsom worden aangerekend maar grotendeels op de intresten. Men dient het zo te regelen dat de betalingen worden afgetrokken van de door de consument verschuldigde hoofdsom.

De indiener van het amendement merkt op dat de Belgische Vereniging van Banken het niet met deze

dont l'amendement est formulé, rencontre à la fois la préoccupation du créancier et celle du consommateur.

L'amendement n° 3 qui remplace l'article 4 est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

Articles 5, 6 et 7

L'article 5 remplace l'article 28 qui est repris dans la sous-section 5 «Des clauses abusives». Les clauses comportant des pénalités ou des dommages et intérêts non prévus par la loi sont interdites et réputées non écrites.

L'article 6 concerne une modification à l'article 29 qui découle des nouvelles définitions du capital et du solde restant dû ainsi que de la restriction des montants que le prêteur peut réclamer en cas de déchéance du terme, de résiliation ou de résolution du contrat. Vu le nouvel article 27bis, il ne sera désormais plus permis, en effet, de réclamer «le paiement immédiat des versements à échoir».

L'article 7 adapte l'article 90 qui est repris dans la section traitant des sanctions civiles.

Le texte proposé en remplacement de l'alinéa 1^{er} vise à prévoir une sanction civile immédiate, dans tous les cas où des pénalités ou des dommages et intérêts sont réclamés en infraction à la loi. Cette disposition ne peut être confondue avec l'article 28 qui ne s'applique qu'à des clauses figurant au contrat. Or, il n'est pas rare que des demandes d'indemnités, pourtant non fondées sur des clauses contractuelles, soient formulées. Une véritable sanction civile doit dissuader toute pratique de ce genre. Le texte proposé est ainsi le complément logique de l'article 28. Il ne convient pas que le prêteur se réfugie derrière de prétendues «erreurs de calcul» pour imposer des pénalités que le consommateur est très mal armé pour déceler et contester.

Cette sanction s'applique à la totalité des pénalités ou dommages et intérêts réclamés au mépris de la loi.

Ces articles ne donnent pas lieu à des observations et sont adoptés à l'unanimité des 8 membres présents.

Article 8

Cet article règle l'entrée en vigueur et l'application dans le temps des dispositions de la proposition.

Tout d'abord, la règle générale est l'entrée en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la

zienswijze eens was. De manier waarop het amendement geformuleerd is, beantwoordt zowel aan de behoeften van de schuldeiser als aan die van de consument.

Amendement nr. 3 ter veranging van artikel 4 wordt eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Artikelen 5, 6 en 7

Artikel 5 vervangt artikel 28 dat is opgenomen in onderafdeling 5 «Onrechtmatige bedingen». Bedingen die straffen of schadevergoedingen bevatten waarover de wet niet spreekt, zijn verboden en worden voor niet geschreven gehouden.

Artikel 6 betreft een wijziging van artikel 29 die voorkomt uit de nieuwe definities van kapitaal en verschuldigd blijvend saldo, alsook uit de beperking van de bedragen die de kredietgever kan vragen in geval van verval van de termijnbepaling, verbreking of ontbinding van de overeenkomst. Gelet op het nieuwe artikel 27bis is het immers niet meer mogelijk de onmiddellijke betaling te eisen van de nog te vervallen afbetalingen.

Artikel 7 past artikel 90 aan dat voorkomt in de afdeling «Burgerlijke straffen».

De tekst die wordt voorgesteld ter vervanging van het eerste lid, voorziet in een onmiddellijke burgerlijke sanctie in alle gevallen waarin straffen of schadevergoedingen geëist worden die niet in overeenstemming zijn met wat de wet bepaalt. Die bepaling mag niet verward worden met artikel 28 dat enkel van toepassing is op contractuele bedingen. Niet zelden worden eisen tot schadevergoeding geformuleerd die niet steunen op dergelijke bedingen. De invoering van een echte burgerlijke sanctie moet hier ontraden werken. Dit artikel is dus de logische aanvulling van artikel 28. Het kan immers niet dat de kredietgever zich verschuilt achter zogenaamde «berekeningsfouten» die de consument zeer moeilijk kan achterhalen en bewijzen, om straffen op te leggen.

Deze sanctie is van toepassing op alle geëiste straffen of schadevergoedingen die niet in overeenstemming zijn met de wet.

Er zijn geen verdere opmerkingen bij deze artikelen, die eenparig worden aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Artikel 8

Dit artikel regelt de inwerkingtreding en de toepassing in de tijd van de bepalingen van dit voorstel.

De algemene regel is dat een wettekst in werking treedt op de eerste dag van de derde maand na de

publication au *Moniteur belge*. L'entrée en vigueur retardée est destinée à permettre aux prêteurs d'adapter les futurs contrats aux nouvelles dispositions.

Se pose la question de l'application des nouvelles dispositions aux contrats en cours. S'agissant de régler les conséquences de l'inexécution des contrats de crédit, la question est évidemment primordiale. De telles dispositions doivent, à certaines conditions, s'appliquer aux contrats en cours à la date de l'entrée en vigueur de la loi.

Deux cas sont ainsi envisagés: soit le contrat est dénoncé, soit il connaît un simple retard de paiement. Ces événements doivent s'être produits après l'entrée en vigueur de la loi.

Dans ces cas, les dispositions nouvelles s'appliquent à toutes les créances échues et impayées. Par ces termes, on entend tout montant dû en application du contrat et non encore payé au moment de l'entrée en vigueur. Les montants déjà payés au titre de pénalités ou de dommages et intérêts avant l'entrée en vigueur échapperont à la nouvelle loi et resteront soumis à la loi du 12 juin 1991.

L'article 14, § 4bis, dispose que l'offre de crédit doit comporter un tableau d'amortissement. Par nature, cet article ne peut s'appliquer qu'aux contrats conclus à partir de l'entrée en vigueur de la loi. Il est cependant prévu que pour les contrats en cours tombés en inexécution après l'entrée en vigueur, le prêteur devra communiquer gratuitement le tableau d'amortissement qui permettra tant au consommateur qu'au juge éventuellement saisi, de contrôler l'application des autres dispositions de la présente loi déjà en vigueur.

M. Santkin dépose l'amendement n° 4. Cet amendement rencontre une préoccupation formulée par le secteur bancaire, à savoir de disposer d'un certain temps pour prendre les mesures d'application nécessaires. En donnant un délai de 12 mois, l'amendement rencontre cette préoccupation.

L'amendement n° 4, ainsi que l'article 8 tel qu'amendé, sont adoptés à l'unanimité des 8 membres présents.

*
* *

La proposition de loi amendée est adoptée dans son ensemble à l'unanimité des 8 membres présents.

bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De uitgestelde inwerkingtreding is bedoeld om de kredietgevers in staat te stellen nieuwe overeenkomsten aan te passen aan de nieuwe bepalingen.

Nu rijst de vraag of de nieuwe bepalingen van toepassing zijn op de lopende overeenkomsten. Die vraag is cruciaal daar dit voorstel de gevolgen wil regelen van de niet-uitvoering van kredietovereenkomsten. Dergelijke bepalingen moeten, onder bepaalde voorwaarden, van toepassing zijn op lopende contracten zodra de wet in werking is getreden.

Er worden aldus twee gevallen beoogd: ofwel wordt de overeenkomst opgezegd ofwel is er een gewone betalingsachterstand. Die omstandigheden moeten zich voordoen na de inwerkingtreding van de wet.

In die gevallen zijn de nieuwe bepalingen van toepassing op alle vervallen en onbetaalde schuldborringen. Hiermee worden alle bedragen bedoeld die verschuldigd zijn met toepassing van de overeenkomst en nog niet betaald zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding. De bedragen die als straf of schadevergoeding al betaald zijn vóór de inwerkingtreding, vallen niet onder de toepassing van de nieuwe wet maar wel onder de wet van 12 juni 1991.

Artikel 14, § 4bis, bepaalt dat het kredietaanbod een aflossingsplan moet bevatten. Dat artikel kan uiteraard alleen van toepassing zijn op de overeenkomsten die gesloten worden na de inwerkingtreding van de wet. Er is evenwel bepaald dat voor de lopende overeenkomsten die onuitvoerbaar worden na de inwerkingtreding van de wet, de kredietgever de aflossingstabbel gratis moet meedelen zodat zowel de consument als de rechter aan wie de zaak eventueel is voorgelegd, kan controleren of de andere — reeds geldende — bepalingen van deze wet wel worden toegepast.

De heer Santkin dient amendement nr. 4 in. Dit amendement beantwoordt aan een verzoek van de banksector, namelijk dat de banken over voldoende tijd wensen te beschikken om de noodzakelijke toepassingsmaatregelen te nemen. Door een termijn van twaalf maanden toe te kennen, zorgt het amendement ervoor dat dit verzoek wordt ingewilligd.

Amendement nr. 4 alsook het aldus geamendeerde artikel 8 worden eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

*
* *

Het aldus geamendeerde wetsvoorstel wordt in zijn geheel eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Ce rapport a été approuvé à l'unanimité des huit membres présents.

Le rapporteur,
Jacky MORAEL.

Le président,
Paul DE GRAUWE.

*
* *

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de acht aanwezige leden.

De rapporteur,
Jacky MORAEL.

De voorzitter,
Paul DE GRAUWE.

*
* *

**TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION**

Voir le doc. n° 2-223/4

**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE**

Zie Stuk nr. 2-223/4

ANNEXE**1. EXPOSÉ DE MME FR. DOMONT, REPRÉSENTANTE
DE TEST-ACHATS****1. Opportunité**

La loi du 12 juin 1991 réglemente les conséquences financières du défaut de remboursement du crédit par le consommateur comme suit:

— d'une part, l'intérêt de retard est limité à une moyenne entre l'intérêt légal et le taux annuel effectif global convenu (article 28);

— d'autre part, le juge dispose de la faculté de réduire ou de supprimer les pénalités et les dommages-intérêts excessifs ou injustifiés (article 90).

Le régime actuel n'est cependant pas satisfaisant. En pratique, le recours à l'article 90 crée une discrimination entre les consommateurs qui font appel au juge ou, plus fréquemment, sont attirés devant lui et ceux qui ne le sont pas.

En outre, la loi est muette sur la manière dont le solde restant dû doit être calculé en cas de dénonciation du crédit, ce qui conduit à de grandes divergences dans les montants réclamés au consommateur, certains prêteurs n'hésitant pas à réclamer en cas de dénonciation du crédit l'intégralité des mensualités impayées échues et non échues, augmentées des intérêts de retard et d'une indemnité forfaitaire.

Il en résulte une insécurité juridique préjudiciable tant aux consommateurs — qui n'ont d'autre recours qu'une action en justice pour échapper à des réclamations parfois exorbitantes — qu'aux prêteurs — tributaires des variations de jurisprudence.

Enfin, par la combinaison de diverses clauses (intérêt de retard + indemnité forfaitaire élevée + exigibilité de l'intégralité des mensualités échues et à échoir), certains prêteurs peuvent tirer un profit plus élevé d'un contrat inexécutable que celui qu'ils auraient obtenu en cas d'exécution normale du contrat. Cette situation peut inciter le prêteur à accorder un crédit même dans l'hypothèse où la capacité de remboursement du candidat-emprunteur n'est pas suffisamment établie, d'où un risque de surendettement.

Il est donc nécessaire et urgent que le législateur intervienne sur ce point.

2. Le taux de l'intérêt de retard

La proposition de loi fixe l'intérêt de retard maximum applicable aux contrats de crédit au taux annuel effectif global convenu, majoré d'un coefficient de 10%⁽¹⁾. Cette proposition paraît raisonnable au regard, d'une part, des pourcentages admis par les juges de paix et, d'autre part, du taux d'intérêt légal.

BIJLAGE**1. UITEENZETTING DOOR MEVROUW FR. DOMONT,
VERTEGENWOORDIGER VAN TEST-AANKOOP****1. Aanleiding**

De wet van 12 juni 1991 reglementeert de financiële gevolgen voor het geval een consument zijn krediet niet terugbetaalt:

— enerzijds wordt de nalatigheidsintrest beperkt tot een gemiddelde tussen de wettelijke intrest en het overeengekomen jaarlijks kostenpercentage (artikel 28);

— anderzijds heeft de rechter de mogelijkheid om overdreven of niet-gerechtvaardigde schadevergoeding en nalatigheidsintresten te verminderen of kwijt te schelden (artikel 90).

De huidige regeling voldoet echter niet. In de praktijk ontstaat er door het artikel 90 een discriminatie tussen de consumenten die naar de rechtbank stappen of — wat vaker gebeurt — voor de rechtbank worden gedaagd, en zij die daar niet verschijnen.

Bovendien zwijgt de wet over de precieze berekeningswijze van het resterende schuldsaldo na de opzegging van het krediet. Bijgevolg worden er van de consumenten sterk uiteenlopende bedragen geëist. Sommige kredietgevers deinzen er immers niet voor terug om na de opzegging van een krediet een bedrag te eisen dat alle niet-betaalde vervallen en niet-vervallen maandelijkse afbetalingen omvat, vermeerderd met nalatigheidsintresten en een forfaitaire schadevergoeding.

Dat schept een juridische onzekerheid die nadelig is voor zowel de consumenten, die geen ander verweer hebben dan naar de rechtbank te stappen om te ontsnappen aan de soms buitensporige eisen, als de kredietgevers, die overgeleverd zijn aan de wispelturigheid van de rechtspraak.

Tot slot kunnen sommige kredietgevers meer profijt halen uit een niet-uitgevoerd contract dan uit een normaal uitgevoerd contract, met name door de combinatie van diverse bedingen (nalatigheidsintrest + hoge forfaitaire schadevergoeding + opeisbaarheid van de integrale vervallen en nog te vervallen maandelijkse afbetalingen). Die situatie kan kredietgevers ertoe aanzetten om een krediet toe te staan wanneer de terugbetalingscapaciteit van een kandidaat-lener onvoldoende is vastgesteld. En dat houdt een risico voor overmatige schuldenlast in.

Het is dus noodzakelijk en dringend dat de wetgever op dat vlak optreedt.

2. De berekening van de nalatigheidsintrest

Het wetsvoorstel beperkt de nalatigheidsintrest die maximaal mag worden toegepast op een kredietovereenkomst, tot het overeengekomen jaarlijks kostenpercentage verhoogd met een coëfficiënt van 10%⁽¹⁾. Dat lijkt redelijk, zowel ten opzichte van de percentages die door vrederechters worden gehanteerd, als ten opzichte van de wettelijke intrestvoeten.

(1) En néerlandais, la formulation de l'article 4, § 3, alinéa 1^e, n'est pas claire: le terme «*verhoogd*» doit se comprendre comme s'appliquant aussi bien au taux d'intérêt des ouvertures de crédit qu'au taux annuel effectif global des ventes et prêts à tempérément.

(1) In de Nederlandse tekst van het wetsvoorstel is de formulering van artikel 4, § 3, eerste lid, niet duidelijk: de term «*verhoogd met*» slaat zowel op de nalatigheidsintrestvoet voor kredietopeningen als op het jaarlijks kostenpercentage voor de andere kredietovereenkomsten.

En ce qui concerne les ouvertures de crédit cependant, les intérêts convenus en rémunération du capital prélevé sont périodiquement imputés sur le compte du consommateur et incorporés au capital restant dû. Celui-ci contient donc pour partie des intérêts (capitalisés). Deux solutions sont possibles afin d'aboutir au même résultat que pour les autres contrats de crédit à la consommation :

- soit obliger les prêteurs à imputer les intérêts convenus sur un compte distinct. De cette manière, l'intérêt de retard pourrait être appliqué uniquement sur le capital prélevé (voir ci-dessous, au point 3.2.);
- soit diminuer le taux de l'intérêt de retard autorisé pour compenser l'augmentation de l'assiette.

3. L'assiette du calcul des intérêts de retard

3.1. Les intérêts à échoir

Certains prêteurs estiment, qu'en cas de dénonciation du contrat, l'intégralité des mensualités à échoir est due. Or, l'intérêt convenu constitue la contrepartie de la mise à disposition du capital prêté. En cas de dénonciation du contrat, le consommateur ne peut plus bénéficier du capital emprunté et il n'y a plus de contrepartie au paiement des intérêts convenus. La clause qui prévoit que le consommateur reste néanmoins redevable des intérêts à échoir est une clause pénale. Cette analyse a été acceptée par la Cour de Cassation, dans un arrêt du 20 mars 1998.

Il est souhaitable que le législateur définitise clairement le montant dû en principal comme le solde restant dû à la date de la dénonciation, ce qui est prévu à l'article 2 de la proposition de loi.

3.2. Les intérêts échus

Les mensualités impayées contiennent pour partie du capital et pour partie des intérêts. La règle prévue à l'article 4 de la proposition de loi (article 27bis, § 3, 3^e alinéa) permet d'éviter l'anatocisme et doit être approuvée. Compte tenu de la pratique actuelle qui consiste à ajouter chaque mois les intérêts dus au solde restant dû des ouvertures de crédit (voir ci-dessus), il serait utile de préciser que le calcul de l'intérêt de retard sur le solde restant dû et non sur les intérêts échus, sauf capitalisation effectuée selon l'article 1154 du Code civil, s'applique également aux ouvertures de crédit.

4. Les indemnités forfaitaires

Nul ne conteste la nécessité de réglementer les indemnités forfaitaires réclamées en cas d'inexécution du contrat de crédit. Le Conseil de la consommation a d'ailleurs marqué son accord sur le principe d'un barème maximum dégressif des pénalités, calculé en fonction des tranches de solde restant dû (avis n° 177 du 21 avril 1998).

Le barème prévu à l'article 4 de la proposition de loi constitue selon nous une compensation raisonnable des frais générés par l'inexécution du contrat.

S'agissant d'un forfait, il est prévisible que dans certains cas, tel que celui de l'inexécution d'un crédit de faible montant intervenant peu après sa conclusion, le préjudice subi par le prêteur risque d'être plus élevé que ce forfait; mais dans d'autres cas, et notamment ceux où un règlement amiable est trouvé avec le débi-

Met kredietopeningen is het anders gesteld. De intresten die daar zijn overeengekomen als vergoeding voor het opgenomen kapitaal, worden periodiek verrekend op de rekening van de consument en terug opgenomen in het nog verschuldigde kapitaal. Dat laatste bevat dus onder meer (gekapitaliseerde) intresten. Er zijn twee mogelijke oplossingen om tot een zelfde resultaat te komen als voor de andere overeenkomsten inzake consumentenkrediet:

— de kredietgevers verplichten om de overeengekomen intresten op een aparte rekening onder te brengen. Op die manier zal de nalatigheidsintrest uitsluitend van toepassing zijn op het opgenomen kapitaal (zie hierna onder punt 3.2.);

— of de toegestane nalatigheidsintrest verlagen om zo de verhoging van de maatstaf te compenseren.

3. De maatstaf voor de berekening van de nalatigheidsintresten

3.1. De nog te vervallen intresten

Sommige kredietgevers oordelen dat na de opzegging van een overeenkomst de nog te vervallen maandelijkse afbetalingen integraal verschuldigd zijn. Welnu, de overeengekomen intrest vormt de tegenprestatie voor de terbeschikkingstelling van het geleende kapitaal. Na de opzegging van een overeenkomst kan de consument niet meer genieten van het ontleende kapitaal en is er dus geen tegenprestatie meer voor de betaling van de overeengekomen intresten. Het beding waardoor de consument niettemin nog de te vervallen intresten verschuldigd is, is een strafbeding. Die analyse werd al aanvaard door het Hof van Cassatie in een arrest van 20 maart 1998.

Het is wenselijk dat de wetgever het als hoofdsom verschuldigde bedrag duidelijk omschrijft als het schuldsaldo dat rest op de datum van de opzegging, zoals voorzien in artikel 2 van het wetsvoorstel.

3.2. De vervallen intresten

De onbetaald gebleven maandelijkse afbetalingen bevatten een deel kapitaal en een deel intresten. De bepaling voorzien in artikel 4 van het wetsvoorstel (artikel 27bis, § 3, derde alinea) strekt er toe het anatocisme te vermijden. De huidige praktijk bestaat er in elke maand de vervallen intresten te voegen bij het verschuldigd blijvend saldo van kredietopeningen (zie hoger). Het is nuttig te preciseren dat de berekening van nalatigheidsintresten op het verschuldigd blijvend saldo en niet op de vervallen intresten (behalve voor wat betreft de kapitalisatie overeenkomstig artikel 1154 Burgerlijk Wetboek) ook van toepassing is op kredietopeningen.

4. De forfaitaire schadevergoeding

Niemand betwist dat het noodzakelijk is om de schadevergoeding, die geëist wordt in geval van niet-uitvoering van een kredietovereenkomst, te reglementeren. De Raad voor het verbruik is zelfs akkoord gegaan met het principe van een degressieve maximumschaal voor de boetes, die worden berekend per schijf van het resterende schuldsaldo (advies nr. 177 van 21 april 1998).

De schaal bepaald in artikel 4 van het wetsvoorstel, is volgens ons een redelijke compensatie voor de kosten die gepaard gaan met de niet-uitvoering van de overeenkomst.

Omdat het om een forfait gaat, kan het gebeuren dat in bepaalde gevallen, onder meer bij niet-uitvoering van een krediet voor een laag bedrag kort na de ondertekening van de overeenkomst, het door de kredietgever geleden nadeel groter dreigt te worden dan het forfait; het verlies voor de kredietgever zal echter

teur qui reprend des paiements réguliers, le préjudice subi par le prêteur sera inférieur à ce forfait.

C'est pourquoi il y a lieu de fixer ce forfait sur base non du coût maximum pour le prêteur en cas d'inexécution du contrat mais sur base d'un coût moyen, en évitant autant que faire se peut que le montant de l'indemnité forfaitaire ne conduise certains prêteurs peu scrupuleux à spéculer sur l'inexécution du contrat par le consommateur. Il y a lieu de tenir compte également de ce que l'indemnité forfaitaire se cumule habituellement avec des intérêts de retard.

5. Les frais de rappel

L'accumulation des frais de rappel, souvent non prévus par le contrat de crédit, peut réservrer de mauvaises surprises au consommateur qui ne paie pas les mensualités à la date prévue. Lors de la discussion au Conseil de la consommation à propos de l'avant-projet de réforme de la loi du 12 juin 1991 (CC 1777), les représentants des organisations de consommateurs avaient déjà indiqué que ces frais étaient couverts selon eux soit par l'augmentation du TAEG, soit par l'octroi au prêteur d'une indemnité forfaitaire en cas de dénonciation du contrat de crédit. Dans la plupart des cas, le coût des rappels sera donc couvert.

La proposition de loi prévoit cependant que le prêteur peut facturer des frais de rappel à concurrence de 300 francs maximum, augmenté des frais postaux, et ce une fois par mois, dans les cas où le contrat n'est pas dénoncé. Ce montant paraît particulièrement élevé si l'on tient compte du caractère largement automatisé de l'envoi des rappels.

De plus, le cumul de frais de rappels (avant dénonciation) et d'une indemnité forfaitaire (après dénonciation) peut aboutir à un double emploi pour un même contrat de crédit.

C'est pourquoi nous proposons, pour le cas où la pratique des frais de rappels serait tolérée, de prévoir qu'en cas de dénonciation du contrat de crédit, les frais de rappel viennent en déduction de l'indemnité forfaitaire fixée selon le barème prévu par la proposition de loi.

6. L'imputation des paiements

La proposition de loi propose de déroger, pour les contrats de crédit à la consommation, à la règle prévue à l'article 1254 du Code civil selon laquelle les paiements sont imputés par priorité sur les intérêts.

En effet, l'application de cette règle aboutit fréquemment à des situations sans issue : lorsque les versements faits par le consommateur ne suffisent pas à compenser les intérêts dus, la dette continue à croître, d'où un risque réel de découragement dans le chef des débiteurs.

L'article 1254 du Code civil est une disposition supplémentaire : rien n'empêche aujourd'hui les parties d'en convenir différemment. Ceci n'est cependant jamais le cas en matière de contrats de crédit à la consommation en raison de la nature de contrat d'adhésion du contrat de crédit et du déséquilibre des forces en présence. C'est pourquoi, il est opportun que le législateur modifie cette règle pour les contrats de crédit à la consommation. Cette proposition est d'ailleurs reprise également dans l'avant-projet de plan fédéral pour un développement durable 2000-2003.

kleiner zijn dan het forfait in andere gevallen, onder meer die waar een minnelijke schikking wordt getroffen met de schuldenaar die terug regelmatig gaat betalen.

Daarom moet het forfait niet op basis van de maximale kosten voor de kredietgever na de niet-uitvoering van een overeenkomst maar op basis van een gemiddelde kost worden berekend. Dat moet in de mate van het mogelijke voorkomen dat weinig scrupuleuze kredietgevers door het bedrag van de forfaitaire schadevergoedingen worden aangezet om te speculeren op de niet-uitvoering van de overeenkomst door de consument. Er moet tevens rekening worden gehouden met het feit dat de forfaitaire schadevergoeding gewoonlijk boven op de nalatigheidsintresten komt.

5. De aanmaningskosten

De opeenstapeling van de aanmaningskosten, veelal niet voorzien in het contract, kan tot zeer onaangename verrassingen leiden bij de consument die zijn maandelijkse afbetalingen niet op de voorziene datum betaalt. Tijdens de discussie in de Raad voor het verbruik omtrent het voorontwerp van wet van 12 juni 1991 (RVV nr. 1777), brachten de vertegenwoordigers van de consumentenorganisaties naar voor dat deze kosten reeds gedekt werden hetzij door de verhoging van het JKP, hetzij door de forfaitaire schadevergoeding in het geval van de verbreking van de kredietovereenkomst. In de meeste gevallen zijn de aanmaningskosten dus reeds inbegrepen.

Het wetsvoorstel voorziet nochtans dat de kredietverlener aanmaningskosten kan aanrekenen ten belope van maximum 300 frank, vermeerderd met de portkosten en dit iedere maand, in het geval het contract niet werd verbroken. Deze kost lijkt ons overdreven, gelet op het quasi automatisch karakter van het versturen van dergelijke aanmaningen.

Overigens kan de aanrekening van aanmaningskosten (voor verbreking) en een forfaitaire schadevergoeding (na verbreking) leiden tot een dubbel gebruik voor eenzelfde kredietovereenkomst.

Daarom stellen wij voor, voor het geval waarin de praktijk van aanmaningskosten verantwoord is, de aanmaningskosten af te trekken van de forfaitaire schadevergoeding bij verbreking van de overeenkomst.

6. De verrekening van de betalingen

Het wetsvoorstel voorziet om voor de overeenkomsten inzake consumentenkrediet af te wijken van de bepaling uit artikel 1254 van het Burgerlijk Wetboek; dat artikel stelt dat de betalingen op de eerste plaats op de intresten worden toegerekend.

De toepassing van die regel leidt immers veelvuldig tot uitzichtloze situaties: wanneer de stortingen vanwege de consument niet volstaan om de verschuldigde intresten te delgen, blijft de schuld aangroeien en dreigt de schuldenaar daadwerkelijk te worden ontmoedigd.

Artikel 1254 van het Burgerlijk Wetboek is een aanvullend beding: niets belet de partijen om nu anders overeen te komen. Dat is evenwel nooit het geval voor de overeenkomsten inzake consumentenkrediet wegens de aard van toetredingscontract van de overeenkomst voor een krediet en het onevenwicht tussen de partijen. Daarom is het aangewezen dat de wetgever die bepaling wijzigt voor de overeenkomsten inzake consumentenkrediet. Dit voorstel werd trouwens opgenomen in het Federaal Plan voor duurzame ontwikkeling 2000-2003.

Lors des discussions au Conseil de la consommation (avis n° 179 du 2 juillet 1998), les représentants du secteur bancaire ont invoqué l'existence de prescriptions différentes pour justifier le maintien de la règle de l'article 1254. L'impact de la prescription reste cependant limité :

— la loi du 10 juillet 1998 a ramené la prescription applicable aux actions personnelles à dix ans au lieu de trente ans;

— un arrêt de la Cour de Cassation du 23 avril 1998 a considéré que la prescription quinquennale s'appliquait à l'intégralité des mensualités d'un contrat de crédit, malgré le fait que les mensualités sont destinées en partie à rembourser le capital prêté;

— il est très rare qu'un prêteur attende plus de cinq ans pour réclamer le remboursement du capital prêté.

7. L'information des consommateurs

Très souvent, les débiteurs en retard de paiement se voient réclamer des montants non détaillés. D'une part, cette pratique ne leur permet pas de savoir si le prêteur a respecté les règles légales; d'autre part, il n'est pas rare qu'un débiteur arrivé au terme du contrat et croyant s'être acquitté de sa dette, ne se voie encore réclamer plusieurs milliers ou dizaines de milliers de francs.

La proposition de loi remédie à ce problème en prévoyant que l'offre de crédit doit être accompagnée d'un tableau d'amortissement (article 3), qui permettra au consommateur de connaître à tout moment le montant exact du solde restant dû, et que tout paiement réclamé au consommateur doit être détaillé et justifié (article 4, § 4).

Conclusion

Sous réserve de précisions à apporter quant au sort des intérêts échus en matière d'ouverture de crédit et de nos réserves à propos des frais de rappel, nous approuvons le contenu de la proposition de loi. En effet, nous considérons que la combinaison des différentes dispositions permettra d'assurer un meilleur équilibre des relations prêteurs/consommateurs. Nous plaidons donc pour une adoption rapide de ce texte.

2. EXPOSÉ DE M. M. BILLOCQ, REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION BELGE DES BANQUES

Le secteur bancaire apprécie les efforts qui ont été faits pour tenter de respecter l'équilibre entre les droits et les obligations de chaque partie. D'un côté, le secteur est conscient que l'emprunteur en difficulté ne peut être entraîné dans une situation de surendettement par un effet « boule de neige » effréné de sa dette. C'est d'ailleurs pour cette raison que le secteur a invité ses membres, via une recommandation qui entrera en vigueur à partir du mois de juillet 2000 et sur laquelle l'ombudsman des banques pourra s'appuyer pour rendre ses avis, à respecter certaines règles qui vont dans le sens de la présente proposition.

D'autre part, il faut néanmoins être conscient que le mauvais déroulement d'un crédit entraîne des coûts très élevés pour le prêteur et il est logique que celui-ci puisse tenter d'en récupérer au moins une partie.

Tijdens de besprekingen binnen de Raad voor het verbruik (advies nr. 179 van 2 juli 1998) hebben de vertegenwoordigers van de banksector het bestaan van uiteenlopende verjaringstermijnen ingeroepen om het behoud van de regel uit artikel 1254 te rechtvaardigen. De impact van de verjaring blijft evenwel beperkt:

— de wet van 10 juli 1998 heeft de verjaringen inzake persoonlijke rechtsvorderingen verminderd van dertig naar tien jaar;

— een arrest van het Hof van Cassatie van 23 april 1998 stelt dat de verjaring na vijf jaar van toepassing was op de volledige maandelijkse afbetalingen van de kredietovereenkomst, ondanks het feit dat de maandelijkse betalingen gedeeltelijk bedoeld zijn om het ontleende kapitaal terug af te lossen;

— het komt uiterst zelden voor dat een kredietgever meer dan vijf jaar wacht om de terugbetaling van het uitgeleende kapitaal te vragen.

7. Informatie aan de consumenten

Heel vaak worden consumenten met achterstallige betalingschuld geconfronteerd met een algemene, niet-gedetailleerde aanmaning. Enerzijds kunnen consumenten aldus onmogelijk uitmaken of de kredietverlener de wettelijke bepalingen naleeft, anderzijds komt het voor dat een consument op het einde van zijn contract, zich gekweten denkt van zijn schuld, maar toch nog gevraagd wordt enkele duizenden, soms tienduizenden franken te betalen.

Het wetsvoorstel komt tegemoet aan dit probleem door te bepalen dat elk kredietaanbod tevens een aflossingsplan moet bevatten (artikel 3), dat de consument moet toelaten op elk moment het exacte bedrag te kennen van het verschuldigd blijvend saldo en dat alle door de consument verschuldigde betalingen gedetailleerd en verantwoord moeten zijn.

Besluit

Behalve wat betreft onze preciseringen met betrekking tot de vervallen interessen in verband met kredietopeningen en ons voorbehoud met betrekking tot de aanmaningskosten, ondersteunt Test-Aankoop dit wetsvoorstel. Test-Aankoop meent inderdaad dat de combinatie van de verschillende bepalingen zal zorgen voor een beter evenwicht in de verhouding kredietverlener-consument. Wij durven dan ook pleiten voor een snelle goedkeuring van deze tekst.

2. UITEENZETTING VAN DE HEER M. BILLOCQ, VERTEGENWOODIGER VAN DE BELGISCHE VERENIGING VAN BANKEN

De banksector waardeert de inspanningen die zijn gedaan om een evenwicht te vinden tussen de rechten en verplichtingen van alle partijen. Enerzijds is de banksector zich ervan bewust dat er geen schuldenpiraal mag ontstaan waardoor de kredietnemer steeds dieper in de schulden terechtkomt. Om die reden heeft de banksector zijn leden trouwens verzocht om bepaalde regels na te leven die dezelfde richting uitgaan als dit wetsvoorstel. Dat is gebeurd in een aanbeveling die in werking zal treden vanaf juli 2000 en waarop de ombudsman van de banken zal kunnen steunen om zijn adviezen te geven.

Anderzijds moet men zich er ook van bewust zijn dat kredietproblemen zeer hoge kosten meebrengen voor de kredietgever en het is dan ook logisch dat deze ten minste een deel ervan poogt terug te krijgen.

Avant de proposer quelques modifications au texte, je me permets de rappeler brièvement quels sont ces coûts :

En cas de simple retard, sans résiliation du contrat:

- coût d'opportunité: perte due à la non-disponibilité des fonds;
- coût de gestion du retard (surveillance accrue, frais administratifs).

En cas de résiliation du contrat ou de déchéance du terme:

- coût d'opportunité sur les échéances impayées;
- coût de gestion du contentieux;
- indemnité de remplacement.

Ceci étant rappelé, je vous propose de passer en revue les modifications souhaitées. Celles-ci visent essentiellement à faciliter la réalisation des mesures souhaitées et sur lesquelles, nous en avons l'impression, nous sommes proches d'un consensus.

1. Définition du capital

Nous proposons la définition suivante pour le capital :

- pour les opérations à tempérament et les ouvertures de crédit avec modalités de remboursement échelonné du principal : le montant prêté, le montant financé ou le montant prélevé par le consommateur;
- pour les ouvertures de crédit liées à un compte courant sans modalités de remboursement échelonné du principal : le montant prélevé par le consommateur, augmenté des intérêts contractuels échus.»

Il est impératif pour le secteur de reprendre cette définition qui avait été acceptée de façon unanime dans l'avis que le Conseil de la consommation a rendu le 22 avril 1998 sur un avant-projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation. En effet, les nombreux mouvements de toute nature intervenant au sein d'un compte courant ne permettent pas un éclatement des diverses composantes d'utilisation de la ligne de crédit liée à ce compte. Si la définition du capital n'est pas adaptée dans le sens que nous préconisons, cela obligerait toutes les institutions financières à ouvrir un deuxième compte à leurs clients qui disposent d'une ouverture de crédit, ce qui constituerait une lourdeur administrative sans commune mesure avec le but poursuivi. En outre, la doctrine considère qu'il n'y a pas d'anachronisme en matière de compte courant.

2. Calcul des intérêts de retard

Nous proposons un certain nombre de modifications dont le but est le suivant :

Le § 2 de l'article 27bis stipule qu'en cas de simple retard de paiement qui n'entraîne pas la résolution du contrat ou la déchéance du terme, aucun paiement autre que le montant de l'intérêt de retard convenu et que les frais convenus ne peut être réclamé au consommateur. Or, le taux d'intérêt de retard est défini comme le taux d'intérêt actuarial, exprimé en pourcentage annuel ou périodique, appliqué sur le solde restant dû. Cela signifie qu'en cas de retard d'une simple mensualité, le prêteur aurait le droit de calculer des intérêts de retard sur l'entièreté du solde restant dû.

Alvoren enkele tekstwijzigingen voor te stellen wil ik in het kort erop wijzen om welke kosten het gaat:

Bijeenvoudigebetatingsachterstand, zonderontbinding van de overeenkomst:

- kosten wegens het niet-beschikbaar zijn van de geldmiddelen;
- kosten voor het beheren van de betalingsachterstand (meer controle, administratieve kosten).

Bijontbinding van de kredietovereenkomst of bijverval van de termijn:

- kosten voor de niet-betaalde termijnen;
- kosten voor het beheren van het geschil;
- wederbeleggingsvergoeding.

De door de banksector voorgestelde wijzigingen beogen in hoofdzaak een betere toepassing van de gewenste maatregelen, waarover volgens ons nogenoeg een consensus bestaat.

1. Definitie van het kapitaal

Wij stellen de volgende definitie voor :

— voor de verrichtingen op afbetaling en de kredietopeningen met mogelijkheid tot gespreide terugbetaling van de hoofdsom : het geleende bedrag, het gefinancierde bedrag of het door de consument opgenomen bedrag;

— voor de kredietopeningen verbonden aan een rekening-courant zonder mogelijkheid tot gespreide terugbetaling van de hoofdsom : het door de consument opgenomen bedrag, vermeerderd met de vervallen contractuele intresten.»

Voor de sector is het essentieel dat wordt teruggegrepen naar die definitie, die unaniem was aanvaard in het advies van de Raad voor het verbruik van 22 april 1998 inzake een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. Wegens het groot aantal sterk uiteenlopende bewegingen op een lopende rekening is het immers niet mogelijk een uit-splitsing te maken van de diverse elementen in het gebruik van de aan die rekening verbonden kredietlijn. Als de definitie van het kapitaal niet wordt aangepast in de zin die wij voorstaan, zouden alle financiële instellingen verplicht zijn een tweede rekening te openen voor hun cliënten die over een kredietlijn beschikken, wat zou leiden tot een omslachtige administratieve procedure die niet in verhouding staat tot het gestelde doel. Daarenboven wordt in de rechtsleer ervan uitgegaan dat er geen kapitalisatie van verschuldigde intrest bestaat bij een lopende rekening.

2. Berekening van de nalatigheidsintresten

Wij stellen een aantal wijzigingen voor die het volgende beogen :

In § 2 van artikel 27bis wordt bepaald dat bij een eenvoudige betalingsachterstand die geen ontbinding van de overeenkomst of verval van de termijn met zich brengt, aan de consument geen andere betaling dan die van het bedrag van de overeengekomen nalatigheidsintrest en van de overeengekomen kosten mag worden gevraagd. De nalatigheidsintrest wordt echter gedefineerd als de actuariële intrestvoet toegepast op het verschuldigd blyvende saldo en uitgedrukt in een percentage op jaarsbasis of op periodieke basis. Dat betekent dat bij een betalingsachterstand van één maandelijkse aflossing, de kredietgever het recht zou hebben om nalatigheidsintresten te berekenen op het volledige verschuldigd blyvende saldo.

Les modifications proposées visent, outre les améliorations purement techniques, à permettre au prêteur de calculer des intérêts de retard sur les éléments du coût total des échéances échues et non payées.

Les prêteurs n'ont pas d'objection à ce que les règles du Code de Napoléon prévues à l'article 1154 du Code civil restent d'application (dont l'interdiction de principe de l'anatocisme) si le contrat est résilié ou rendu exigible. Mais ils trouvent qu'il ne serait pas équitable de les obliger, pour la période précédant la dénonciation (soit trois échéances en général) à séparer l'élément «taux» de l'élément «frais» afin d'éviter que des intérêts de retard ne soient calculés sur cet élément «taux».

Une telle obligation légale prévue à l'article 27bis, § 3, est disproportionnelle par rapport au but poursuivi de protection du consommateur. On peut même se demander si une telle obligation est techniquement réalisable.

D'un point de vue juridique, il ne paraît pas possible de définir le taux débiteur pour les opérateurs à tempérament où la loi relative au crédit à la consommation parle de «coût total du crédit» (article 1^{er}, 5^o), dont le taux débiteur ne constitue qu'une partie.

3. Barème des pénalités

Dans la recommandation que l'ABB et l'UPC ont adressé à leurs membres, les barèmes maxima suivants sont proposés :

20% au maximum sur la tranche de 1 à 50 000 francs;
 15% au maximum sur la tranche de 50 001 à 250 000 francs;
 10% au maximum sur la tranche de 250 001 à 400 000 francs;
 5% au maximum sur la tranche supérieure à 400 000 francs;
 avec un maximum absolu de 80 000 francs.

Or, à l'article 27bis, il est prévu que les pénalités sont limitées à 10% au maximum sur la tranche de solde restant dû comprise entre 1 et 300 000 francs et de 5% maximum sur la tranche de solde restant dû supérieure à 300 000 francs. Il est pourtant important d'avoir une meilleure modulation avec un taux plus élevé pour les petits montants. En effet, les taux de pénalité repris dans la proposition pour un crédit de moins de 100 000 francs sont insuffisants pour couvrir les frais de contentieux. Les taux proposés sont plus conformes à la réalité du marché.

Il faut également tenir compte du fait que dans l'article 27bis proposé, il n'est pas prévu d'indemnité de réemploi et cela bien que celle-ci soit pleinement justifiée du point de vue économique (article 23 de la loi du 12 juin 1991 relatif au remboursement anticipé et Biquet-Mathieu, voir: exposé de la proposition de loi, p. 86).

4. Tableau d'amortissement

Un tableau d'amortissement ne sert à rien si le contrat de crédit ne prévoit pas d'amortissement de capital. On pense particulièrement au crédit qui doit être remboursé intégralement à l'échéance.

Le tableau d'amortissement n'est nécessaire au client qu'en cas de problème. Le remettre au moment de l'offre de crédit n'a aucun sens. Trop d'information nuit à l'information. En outre, le

De voorgestelde wijzigingen beogen — naast technische verbeteringen — de kredietgever in staat te stellen natatigheidsintresten te berekenen op de bestanddelen «totale kosten» van de vervallen, onbetaalde termijnen.

De kredietgevers hebben er geen moeite mee dat de Napoleontische regels van artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek (waaronder het principieel verbod van anatocisme) van toepassing blijven, indien de kredietovereenkomst ontbonden of opeisbaar is. De kredietgevers vinden het daarentegen wel onbillijk dat zij voor de periode die aan de ontbinding of de opeisbaarheid van het krediet voorafgaat — in de praktijk gaat het slechts om drie vervallen, onbetaalde vervaldagen — verplicht zouden worden om het bestanddeel rente van de vervaldagen af te zonderen om zodoende te vermijden dat daarop natatigheidsintresten zouden worden aangerekend.

Dergelijk wettelijke verplichting, die vervat is in het voorgestelde artikel 27bis, § 3, is onbillijk omdat zij disproportioneel ten aanzien van het nagestreefde doel van consumentenbescherming. Het is zelfs zeer de vraag of technisch gezien zo'n uitsplitsing wel mogelijk is.

Ook juridisch lijkt het niet mogelijk om de debetrente te bepalen. De wet op het consumentenkrediet werkt immers voor afbetalingsovereenkomsten met het begrip «totale kosten van het krediet» (artikel 1, 5^o), waarvan de debetrente slechts een onderdeel is.

3. Strafpercentages

In de aanbeveling die de BVB en de BVK aan hun leden hebben gestuurd, worden de volgende maximum bedragen voorgesteld :

ten hoogste 20% van de schijf tussen 1 en 50 000 frank;
 ten hoogste 15% van de schijf tussen 50 001 en 250 000 frank;
 ten hoogste 10% van de schijf tussen 250 001 en 400 000 frank;
 ten hoogste 5% van de schijf boven 400 000 frank;
 met een absoluut maximum van 80 000 frank.

In artikel 27bis wordt bepaald dat de straffen niet meer mogen bedragen dan ten hoogste 10% van de schijf van het verschuldigd blijvende saldo tussen 1 en 300 000 frank en ten hoogste 5% van de schijf van het verschuldigd blijvende saldo boven 300 000 frank. Het is nochtans belangrijk dat wordt voorzien in een betere spreiding met een hoger percentage voor de kleine bedragen. De in het voorstel vermelde strafpercentages voor een krediet van minder dan 100 000 frank zijn immers onvoldoende om de geschikosten te dekken. De voorgestelde percentages zijn meer marktconform.

Hierbij moet ook rekening worden gehouden met het feit dat in het voorgestelde artikel 27bis geen ruimte wordt gelaten voor het aanrekenen van een wederbeleggingsvergoeding, hoewel die in bedrijfseconomisch opzicht perfect te verantwoorden zou zijn (*cf.* artikel 23 van de wet van 12 juni 1991 inzake vrijwillige vroegde terugbetaling en Biquet-Mathieu, Ch. — aangehaald op blz. 1 van de toelichting bij het wetsvoorstel — blz. 86).

4. Aflossingstabell

Aan een aflossingstabell is geen behoefte, indien de kredietovereenkomst niet voorziet in de aflossing van kapitaal. In het bijzonder wordt hier gedacht aan het krediet dat integraal moet terugbetaald worden op de eindvervaldag.

De cliënt heeft alleen in geval van problemen behoefte aan het aflossingsplan. Het heeft geen zin dat plan te geven op het ogenblik van het kreditaanbod. Te veel informatie heeft een ave-

tableau remis au moment de l'offre risque de ne plus être correct au moment de la dénonciation, surtout si les règles d'imputation sont modifiées. Le but du tableau d'amortissement est de donner au client une information correcte au moment où il en a besoin.

5. Règles d'imputation des paiements

La proposition stipule qu'«en cas de résolution du contrat ou de déchéance du terme, par dérogation à l'article 1254 du Code civil, tout paiement fait par le consommateur, la caution, ou la personne qui constitue une sûreté personnelle s'impute d'abord sur le solde restant dû».

Or, les intérêts se prescrivent par 10 ans, ce qui priverait parfois le créancier de certains intérêts exigibles. Cela conduirait les créanciers à saisir systématiquement les tribunaux avec les risques d'engorgement que cela impliquerait. Il n'est pas rare de voir des contentieux s'éterniser pendant plus de 10 ans comme le montrent les statistiques des centrales négatives. Au bout de 10 ans, 20 % des personnes fichées se trouvent encore dans le fichier.

6. Taux d'intérêt de retard au moins égal au taux légal

Le § 3, alinéa 2, dispose que, si le dernier taux débiteur appliqué est de 0 %, le taux d'intérêt de retard convenu ne peut dépasser le taux légal.

Il est souhaitable que le taux d'intérêt légal puisse au moins être réclamé dans tous les cas. En effet, il y a des prêts pour des voitures neuves qui se font à des taux très avantageux (par exemple 3 %). Si la proposition reste telle quelle, cela signifie que, dans le cas d'un crédit à 0 %, le prêteur peut demander un intérêt de retard de 7 % (taux légal), mais que, dans le cas d'un prêt pour une voiture neuve, octroyé à du 3 %, le prêteur ne peut réclamer que du 3,3 %.

L'emprunteur aurait, dans ce cas, avantage à payer en retard, car il payerait un intérêt de retard inférieur au rendement de la plupart des produits d'épargne.

Si l'on devait adopter la première partie de l'amendement, l'article 27bis, § 3, deuxième alinéa, deviendrait caduc.

7. Entrée en vigueur

Des modifications aussi fondamentales (modèle de contrat mais également adaptations des procédures informatiques) que celles qui sont envisagées dans la proposition ne peuvent entrer en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la publication au *Moniteur belge*. Un délai d'au moins un an doit être prévu.

3. ÉCHANGE DE VUE

Le représentant de l'ABB fait observer que, en ce qui concerne les frais de rappel, la représentante de *Test-Achat* a dit qu'il y a déjà un barème des pénalités. Toutefois, l'ABB propose de fixer des intérêts de retard uniquement quand il n'y a pas dénonciation. Les institutions financières ne souhaitent pas réclamer des intérêts de retard au moment de la dénonciation, c'est-à-dire lorsque les pénalités peuvent couvrir les intérêts de retard.

L'ABB demande de pouvoir récupérer uniquement des frais de rappel avant la dénonciation. En effet, dans le cas d'un crédit de

rechtse uitwerking. Daarenboven bestaat de kans dat het plan dat op het ogenblik van het kreditaanbod werd gegeven, niet meer juist is bij de opzegging, vooral als de verrekeningsregels worden gewijzigd. Het aflossingsplan is bedoeld om de cliënt juist in te lichten op het ogenblik waarop hij die informatie nodig heeft.

5. Aanrekeningsregels

In het voorstel wordt bepaald dat «bij de ontbinding van de overeenkomst of bij het verval van de termijnbepaling, in afwijking van artikel 1254 van het Burgerlijk Wetboek, iedere betaling gedaan door de consument, de borg of de steller van een persoonlijke zekerheid, eerst wordt toegerekend op het bedrag van het verschuldigd blijvende saldo».

De intresten verjaren echter na 10 jaar, wat soms tot gevolg zou kunnen hebben dat de schuldeiser bepaalde opeisbare intresten niet verkrijgt. Dat zou de schuldeisers ertoe aanzetten systematisch een beroep te doen op de rechtkanten met alle gevolgen vandien voor een opeenstapeling van dossiers. Het komt niet zelden voor dat geschillen meer dan 10 jaar aanslepen, zoals blijkt uit de statistieken van de negatieve centrales. Na meer dan 10 jaar staat 20 % van de geregistreerde nog steeds vermeld in het bestand.

6. Nalatigheidsintrestvoet ten minste gelijk aan wettelijke intrestvoet

In § 3, tweede lid, wordt bepaald dat indien de laatste toegepaste debetrentevoot 0 % bedraagt, de overeengekomen nalatigheidsintrestvoet de wettelijke intrestvoet niet mag overschrijden.

Het is wenselijk dat de wettelijke intrestvoet in alle gevallen minstens kan worden geëist. Er bestaan inderdaad leningen voor nieuwe wagens tegen erg voordelijke tarieven (bijvoorbeeld 3 %). Als het voorstel ongewijzigd blijft, betekent dit dat in het geval van een krediet tegen 0 %, de kredietgever een nalatigheidsintrest van 7 % (wettelijke intrestvoet) mag vragen, maar dat bij een lening voor een nieuwe wagen tegen 3 % de kredietgever slechts 3,3 % mag eisen.

In dat geval zou de kredietnemer baat erbij hebben te laat te betalen, want hij zou een nalatigheidsintrest betalen die minder bedraagt dan het rendement op de meeste spaarproducten.

Als het eerste deel van het amendement wordt aangenomen, wordt het tweede lid van § 3 in artikel 27bis ongegrond.

7. Inwerkingtreding

Wijzigingen die zo belangrijk zijn als die waarvan sprake is in het voorstel (modelcontracten maar ook informatica-aanpassingen), kunnen niet in werking treden op de eerste dag van de derde maand na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Er dient in een langere termijn te worden voorzien.

3. GEDACHTEWISSELING

De vertegenwoordiger van de Belgische Vereniging van banken merkt op dat in verband met de maankosten de vertegenwoordiger van *Test-Aankoop* verlaard heeft dat er reeds strafpercentages worden toegepast. Niettemin stelt de Belgische Vereniging van banken voor, alleen wanneer er geen opzegging is, nalatigheidsintresten aan te rekenen. Financiële instellingen willen geen nalatigheidsintresten eisen op het ogenblik van de opzegging, dat wil zeggen wanneer de strafpercentages de nalatigheidsintresten kunnen dekken.

De Belgische Vereniging van banken vraagt dat zij enkel de maankosten vóór de opzegging zou kunnen terugvorderen. Bij

faible montant, les montants d'intérêts de retard peuvent être de l'ordre de 130 francs, ce qui est tout à fait insuffisant pour couvrir les frais d'une lettre de rappel.

En ce qui concerne la nécessité d'un tableau d'amortissement, l'intervenant admet qu'il y a un réel besoin d'information, mais un tel tableau n'est pas nécessaire dans le cas où le remboursement du crédit se déroule sans problème. En plus, un tableau d'amortissement remis au moment de l'offre risque de ne plus être correct au moment où des problèmes se posent. Dès lors, l'ABB propose de prévoir un tableau d'amortissement au moment où le client en a réellement besoin ou le demande. À ce moment, le prêteur remet le tableau correspondant à la situation réelle. Le besoin de transparence et d'information correcte sera mieux respecté par cette solution que par celle prévue dans la proposition de loi.

Un membre de la commission explique que, par l'expérience de certaines situations qu'il a connues, une information préalable est utile. Si par après, des modifications s'imposent, il n'est pas difficile pour les institutions concernées d'adapter ce tableau aux événements qui ont pu surger.

En plus, ce n'est pas parce que certains débiteurs ne tiendront pas compte de l'intérêt d'un tableau d'amortissement, qu'il est excessif de demander un tel tableau dès l'offre.

Un représentant de l'ABB ajoute quelques réflexions concernant la proposition de loi.

La première concerne les articles 5 et 7 qui soulèvent un problème parce qu'ils partent du principe que les clauses et les sanctions non prévues dans la loi sont interdites et réputées non écrites ou que le consommateur en est relevé de plein droit. Les dispositions de ce type sont toujours très dangereuses, car elles peuvent finalement provoquer une distorsion des échanges commerciaux. Pour qu'elles puissent être opérantes, il faut que la loi en question soit très complète et qu'elle ne néglige aucun détail. Or, en l'espèce, certains points ont été négligés. Dès lors, comme le contrat de crédit, qui peut prévoir que le capital ne sera remboursé qu'à l'échéance *in fine* (prêts remboursables en une fois à l'échéance), n'est pas visé par la loi proposée, il est interdit, en vertu des articles 5 et 7, de prévoir une clause de pénalité dans un tel contrat dans la mesure où tout ce que n'est pas autorisé expressément par la loi est interdit.

La deuxième réflexion concerne le document qui doit être remis au consommateur défaillant. Le Roi détermine les mentions qui doivent figurer sur ce document. C'est une mesure qui va loin. Il n'y a pas d'autre secteur économique pour lequel le législateur prévoit que le Roi détermine la présentation formelle d'une sommation. C'est pourquoi l'ABB propose d'imposer comme ligne de conduite de détailler le décompte.

La réflexion suivante est liée au problème de l'anatocisme. Les consommateurs font remarquer que les crédits ne sont pas toujours réclamés en temps voulu. Si l'on n'interdisait pas l'anatocisme, les dettes s'accumuleraient rapidement. Dans la pratique, les crédits sont toutefois réclamés rapidement. C'est pourquoi l'intervenant propose d'adapter la proposition de loi en prévoyant que l'interdiction de l'anatocisme subsiste si le prêteur néglige de réclamer le crédit dans un délai de six mois, par exemple.

La quatrième réflexion de l'intervenant a trait à l'indemnité de remploi. La doctrine (Biquet-Mathieu, p. 86) justifie que le prêteur exige une indemnité de remploi.

Une cinquième réflexion concerne les frais de mise en demeure et de rappel. L'union des consommateurs estime qu'il est exagéré de réclamer 300 francs par lettre, étant donné que les lettres sont envoyées automatiquement. L'intervenant rappelle que le personnel informatique représente une charge financière importante pour une banque.

een krediet ten belope van een klein bedrag bedragen de nalatigheidsintresten ongeveer 130 frank, wat volstrekt onvoldoende is om de maankosten te dekken.

Wat de nood aan een aflossingstabel betreft, geeft spreker toe dat er inderdaad een reële behoeft aan informatie is maar een dergelijke tabel is niet nodig wanneer het krediet zonder problemen terugbetaald wordt. Bovendien is een aflossingstabel die samen met het kreditaanbod wordt overhandigd, misschien niet eens meer correct op het ogenblik waarop er problemen rijzen. De Belgische Vereniging van banken stelt derhalve voor een aflossingstabel te verstrekken wanneer de klant die tabel nodig heeft of erom vraagt. Op dat ogenblik geeft de kredietgever een tabel die overeenstemt met de reële toestand. Die oplossing zal meer bijdragen aan de transparantie en de correcte voorlichting dan de oplossing waarvoor in het wetsvoorstel wordt gekozen.

Een commissielid legt uit dat de ervaring hem geleerd heeft dat informatie vooraf nuttig is. Indien achteraf wijzigingen noodzakelijk zijn, is het voor de betrokken instellingen niet moeilijk om die tabel aan te passen aan de eventuele omstandigheden.

Bovendien is het niet omdat sommige kredietnemers een aflossingstabel niet belangrijk vinden, dat het overdreven is om zo'n tabel te vragen bij het kreditaanbod.

Een vertegenwoordiger van de BVB voegt nog enkele bedenkingen toe aan het wetsvoorstel.

Een eerste bedenking betreft de artikelen 5 en 7. Zij doen een probleem rijzen omdat zij uitgaan van het principe dat elk beding of elke straf die niet in de wet zijn voorzien, verboden zijn, als niet geschreven worden beschouwd of dat de consument van rechtswege ervan ontslagen is. Dergelijke bepalingen zijn altijd zeer gevaarlijk want zij kunnen uiteindelijk ook het handelsverkeer verstoren. Opdat deze bepalingen werkzaam kunnen zijn, moet de wet in kwestie zeer volledig zijn en geen details over het hoofd zien. In het voorliggende geval zijn er wel enkele punten over het hoofd gezien. Zo kan de kredietovereenkomst voorzien dat het kapitaal pas terugbetaald moet worden op de eindvervaldag (bulletleningen). Welnu, het wetsvoorstel viseert deze kredietovereenkomsten niet, zodat een schadebeding bepaald in deze contracten verboden is ingevolge de artikelen 5 en 7 omdat alles verboden is wat de wet niet uitdrukkelijk toelaat.

Een tweede bedenking betreft het document dat aan de consument moet overhandigd worden ingeval van wanbetaling. De vermeldingen op dit document worden door de Koning bepaald. Dit is verregt. Voor geen enkele andere economische sector voorziet de wetgever dat de Koning bepaalt hoe een aanmaning eruit moet zien. Daarom stelt de BVB voor dat een gedragsregel wordt opgelegd die bepaalt dat de afrekening gedetailleerd moet zijn.

Een volgende bedenking houdt verband met het probleem van het anatocisme. De consumenten merken op dat kredieten soms niet tijdig opeisbaar worden gesteld. Indien het verbod van anatocisme dan niet geldt, zou de schuld al te zeer accumuleren. In de praktijk worden kredieten echter wel zeer snel eisbaar gesteld. Daarom stelt spreker voor het wetsvoorstel aan te passen in die zin dat het verbod van anatocisme gehandhaafd blijft indien de kredietgever binnen een termijn van, bijvoorbeeld zes maanden niet tot eisbaarstelling van het krediet zou overgaan.

Ten vierde verwijst spreker naar de wederbeleggingsvergoeding. In de rechtsleer [Biquet-Mathieu (blz. 86)] wordt een verantwoording gegeven voor het eisen van een wederbeleggingsvergoeding.

Een vijfde bedenking betreft de kosten van een ingebrekestelling en de maanbrieven. De verbruikersunie meent dat een kost van 300 frank per brief te veel is omdat deze brieven automatisch worden verstuurd. Spreker wijst erop dat informaticapersonnel een zware financiële last is voor een bank.

Enfin, l'intervenant souligne que plusieurs lois relatives à la protection des consommateurs se sont déjà succédées. Outre la présente proposition de loi, le ministre de l'Économie a également annoncé un projet de loi général modifiant la loi relative au crédit à la consommation, et l'on parle d'une modification de la directive européenne en la matière. L'intervenant souligne qu'il faut veiller à maintenir une certaine cohérence dans la législation et il recommande d'attendre le texte de la nouvelle directive européenne pour ne pas avoir à modifier une nouvelle fois par la suite les programmes informatiques et les modèles de contrat. Le marché européen est un fait. Tant que les États membres nationaux adopteront chacun de leur côté des lois relatives à la protection du consommateur, on continuera à placer la barre de plus en plus haut.

La représentante de *Test-Achats* partage l'avis du membre de la commission concernant l'information aux consommateurs. Le fait que certains consommateurs n'utilisent pas l'information ne doit pas être utilisé comme argument pour ne pas donner cette information. *A contrario*, on peut prétendre que par une information systématique, les consommateurs vont se rendre compte de l'intérêt de cette information et en faire usage.

L'intervenante souligne l'urgence réelle d'une modification de la loi. Actuellement la situation est très inconfortable, aussi bien pour les consommateurs que pour les préteurs. Les consommateurs se voient réclamer des montants exorbitants. Les préteurs constatent que la jurisprudence dispose des moyens de réduire ces montants. Le consommateur qui a le courage d'aller en justice, peut obtenir une réduction des frais et des intérêts de retard demandés, même parfois au-delà de ce qui est prévu dans la proposition de loi. Le consommateur qui ne le fait pas, payera des montants beaucoup plus élevés que ce qui est prévu dans la proposition de loi. D'un point de vue de justice sociale, cette situation ne peut être maintenue. Le fait d'utiliser les travaux en cours à un stade préliminaire pour retarder l'adoption de la proposition de loi reviendrait à laisser les consommateurs sans protection pendant de nombreuses années encore.

En répondant aux observations concernant les articles 5 et 7, un membre de la commission souligne que ces articles sont fondamentaux. Ils définissent le cadre dans lequel le crédit peut se dérouler. La proposition de loi tend justement à éviter les débordements que l'on a connus.

Enfin, en ce qui concerne les mentions du document justificatif, le membre explique que dans d'autres domaines, le Roi a aussi la capacité de prévoir les modalités. Dans ces cas, il y a toujours une concertation entre le département concerné et les secteurs concernés. Cela est assez facile à réaliser et ne constitue pas un obstacle considérable.

Ten slotte stipt spreker aan dat er inzake consumentenbescherming reeds een aantal wetten na elkaar werden aangenomen. Naast het voorliggende wetsvoorstel heeft de minister van Economie nog een algemeen wetsontwerp tot wijziging van de wet op het consumentenkrediet aangekondigd en is er nog sprake van een wijziging van de Europese richtlijn terzake. Spreker waarschuwt voor het behoud van de coherentie in de wetgeving en pleit ervoor dat eerst de tekst van de nieuwe Europese richtlijn wordt afgewacht zodat nadien niet opnieuw wijzigingen moeten worden aangebracht inzake programmatie en modelcontracten. De Europese markt is een feit. Zolang de nationale lidstaten op geïsoleerde wijze wetten inzake consumentenbescherming aannemen, worden de grenzen steeds hoger opgetrokken.

De vertegenwoordiger van *Test-Aankoop* deelt de mening van het commissielid over het verstrekken van informatie aan de consumenten. Het feit dat sommige consumenten geen gebruik maken van die informatie, kan geen argument zijn om die informatie niet te geven. Men kan *a contrario* juist stellen dat een systematische informatie de consumenten bewust zal maken van het belang van die informatie en ertoe zal leiden dat de consumenten er ook gebruik van maken.

Sprekster wijst erop dat een wetswijziging dringend nodig is. De huidige toestand is zowel voor de consumenten als voor de kredietgevers frustrerend. De consumenten moeten buitensporige bedragen betalen. De kredietgevers stellen vast dat de rechter over de middelen beschikt om die bedragen te beperken. De consument die de moed heeft om naar de rechtbank te stappen, kan een vermindering van de kosten en van de gevraagde nalatigheidsintresten verkrijgen, soms zelfs een grotere dan die waarin het wetsvoorstel voorziet. De consument die dat niet doet, zal veel hogere bedragen betalen dan die waarin het wetsvoorstel voorziet. Vanuit het oogpunt van de sociale rechtvaardigheid is die toestand niet houdbaar. Wordt van de bespreking van dit voorstel in commissie gebruik gemaakt om de goedkeuring van het wetsvoorstel te vertragen, dan zullen de consumenten gedurende nog vele jaren onbeschermd aan hun lot worden overgelaten.

In antwoord op de opmerkingen over de artikelen 5 en 7 wijst een commissielid erop dat die artikelen cruciaal zijn. Zij leggen de grenzen vast binnen welke het kredietverleningsproces plaatsheeft. Het wetsvoorstel poogt precies een aantal ontsporingen te voorkomen.

Wat ten slotte de vermeldingen op het aan de consument te overhandigen document betreft, legt het lid uit dat op andere terreinen de Koning eveneens nadere regelingen kan treffen. In die gevallen is er steeds overleg tussen de betrokken minister en de betrokken sectoren. Dat is zeker haalbaar en vormt geen enkel probleem.